

DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Lundi 4 mai 2020 / 11 Ramadhan 1441 - N° 2510 - 7^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€

Horaires des prières
Fajr : 04h12 Dohr : 12h45
Asr : 16h32 Maghreb : 19h44 Isha : 21h12

Iftar : 19h43
Imsak : 04h03

MÉTÉO

Alger	: 28°	19°
Oran	: 36°	16°
Annaba	: 27°	14°
Béjaïa	: 33°	19°
Tamanrasset	: 36°	22°

www.dknews-dz.com

DÉCÈS DU CHANTEUR IDIR
Adieu "Avava inouva"



P. 24

PRÉSIDENTIE

Le président Tebboune a présidé hier une réunion du Conseil des ministres

P. 24

ANP

Le Général-major Chanegriha en visite de travail aujourd'hui à la 3^e RM

P. 24

JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

La presse face à de nouveaux défis

A l'instar de leurs collègues du monde entier, les journalistes algériens ont célébré hier, le 3 mai, la journée mondiale de la liberté de la presse, dans un contexte marqué par les contraintes et retombées d'une crise sanitaire sans précédent. Au moment où elle est sollicitée pour mener le combat de l'information et de la sensibilisation, et pour barrer le chemin aux flots de fausses nouvelles rendues virales par les réseaux sociaux, la presse est soumise à des contraintes particulières, nées de la nécessité de s'investir davantage, alors que les revenus, de vente et de publicité, sont en chute libre.

Pp 16-17

DKnews



EN VISITE À CONSTANTINE

Le Premier ministre salue l'engagement du personnel médico-scientifique

P. 3

COVID-19

Le syndicat des architectes invité à arrêter la liste des fonctionnaires nécessitant une aide

P. 3

UNIVERSITÉ

M. Chitour insiste sur l'adoption par l'université d'une nouvelle vision pour promouvoir les qualifications

P. 4

SANTÉ

HYGIÈNE NUTRITIONNELLE

Le gras et le sucre, les ennemis de votre foie

Pp 12-13

F ⚽ ⚽ T BALL

JUSTICE
La Fifa cherche à relancer une enquête judiciaire visant Blatter



P. 22

PANDÉMIE - SOLIDARITÉ
Sonatrach fait don aux habitants de Blida

P. 2

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Un terroriste se rend aux autorités militaires à Tamanrasset

P. 24

PANDÉMIE - SOLIDARITÉ

Sonatrach fait don de 250 tonnes d'aides alimentaires aux habitants de Blida



Le groupe pétrolier public Sonatrach a fait don, samedi, de 250 tonnes d'aides alimentaires aux habitants de la wilaya de Blida à l'occasion du mois sacré du Ramadhan, a indiqué un communiqué du groupe.

"En concrétisation du principe de la Sonatrach, entreprise citoyenne et à l'occasion du mois sacré du Ramadhan, le groupe pétrolier a entrepris, en collaboration avec l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et le partenaire social, une initiative caritative consistant à distribuer 250 tonnes d'aides alimentaires aux habitants de la wilaya de Blida", lit-on dans le communiqué.

Supervisée par le PDG du groupe, Toufik Hakkar, cette initiative s'inscrit dans le cadre des "opérations de solidarité menées par l'entreprise suite à la propagation de la pandémie Covid-19", indique-t-on de même source.

Depuis le début de cette pandémie, le groupe Sonatrach a accordé plusieurs aides médicales et autres matériels aux différents laboratoires et hôpitaux algériens, dans le cadre des efforts nationaux visant à endiguer le coronavirus.

TISSEMSILT

Les personnels du secteur de l'éducation font don de 10.400 colis alimentaires



Le personnel du secteur de l'éducation de la wilaya de Tissemsilt ont fait don de 10.422 colis alimentaires destinés à aider des élèves issus de familles nécessiteuses a-t-on appris, samedi, de la cellule de communication de la direction du secteur.

Ces aides en nature seront lancées en distribution demain dimanche ciblant des élèves issus de familles nécessiteuses résidant en zones d'ombre de la wilaya, a-t-on signalé. Cette initiative intervient dans le cadre d'une action de volontariat de solidarité initiée par le personnel du secteur parmi des enseignants, fonctionnaires pour contribuer à aider des élèves et leurs familles affectées par la situation sanitaire actuelle, répondre à leurs besoins au mois sacré du ramadhan.

Par ailleurs, 4.733 travailleurs du secteur de l'éducation (enseignants, administratifs, employés et inspecteurs) de la wilaya ont fait don d'un jour de leur salaire du mois de mai, au profit des parents d'élèves nécessiteux.

A noter que des femmes exerçant au secteur de l'éducation ont confectionné 1.000 masques en faveur d'instances publiques dans le cadre des efforts de prévention contre le coronavirus.

COMMERCE - CONTRÔLE

Constantine : saisie de plus de 60 tonnes de semoule destinées à la spéculation



Une quantité de 60,5 tonnes de semoule destinée à la spéculation a été saisie par les services de la qualité et de la répression des fraudes de la direction du commerce, a-t-on appris samedi du directeur local du secteur, Azzouz Goumida.

La saisie, effectuée en collaboration avec les services de la police et de la gendarmerie nationale, a été réalisée dans le cadre des mesures prises par le ministère du Commerce, visant à lutter contre la spéculation des productions alimentaires notamment celles de base, durant cette conjoncture sanitaire exceptionnelle, a-t-il précisé à l'APS.

Cette quantité a été découverte dans des commerces de détail et de gros, des quartiers d'El Djedou, d'Aouinet El Foul et des frères Abbas au chef lieu de wilaya ainsi que ceux relevant des communes d'El Khroub et de Didouche Mourad, a fait savoir le même responsable.

Pas moins de 764 interventions ont été effectuées par les brigades de contrôle chargées de cette mission a-t-on noté, relevant l'établissement de douze (12) procès verbaux (PV) à l'encontre des commerçants spéculateurs. La même source a indiqué que 2,38 tonnes de la semoule saisies ont été acheminées vers le comité local du Croissant Rouge Algérien (CRA) et ont été distribuées en faveur des familles nécessiteuses, ajoutant que les analyses effectuées sur 58 tonnes de semoule de la même saisie étaient périmées et ont fait l'objet d'une opération de destruction. La wilaya de Constantine dispose actuellement de quatre (4) minoteries d'une capacité de production actuelle de 3.000 quintaux par jour, a-t-on signalé des services de la direction du commerce.

MER - MOSTAGANEM

Plus de 250 poissons rejetés par les vagues

Plus de 250 pièces de poissons morts ont été rejetées par les vagues ces dernières 48 heures dans la zone littorale ouest de la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris samedi du directeur de wilaya de l'environnement Noureddine Abdessadok.

Les poissons, de 70 à 90 centimètres de long et d'un poids de 8 à 12 kilos, ont échoué sur les plages de "Sablettes" et de "Ouréah", a indiqué le responsable de l'environnement de la wilaya, soulignant que 70 pièces ont été découvertes jeudi et 180 vendredi.

Les représentants de la Direction de l'environnement, du commissariat de wilaya du littoral, de la direction et la chambre de la pêche, ainsi que la gendarmerie nationale et le président de l'APC de Mazaghran se sont rendus sur les lieux pour faire le constat et agir suivant les procédures légales en vigueur pour préserver la santé publique et l'environnement.

Les services de l'entreprise publique de santé de proximité se sont rendus également sur place vendredi pour prélever des échantillons pour analyses afin de déterminer les causes de la mort des poissons, a savoir Noureddine Abdessadok.

Le directeur de wilaya de la pêche et ressources halieutiques, Toufik Rahmani, a souligné qu'un pêcheur avait fait l'objet, vendredi dernier, d'un accident en mer après avoir pêché une grande quantité de poissons Bacoretta.

Le pêcheur avait réussi une prise d'une quantité de 12 quintaux de poissons bleus, mais avait trouvé du mal à la transporter à bord de son sardinier, a-t-il ajouté.

BEJAIA

Découverte du corps d'un étudiant disparu à Tichy



La protection civile de Bejaia a découvert samedi le corps inanimé d'un jeune homme de 24 ans, au fond d'un ravin, porté disparu depuis le 29 avril dernier, indique un communiqué de sa direction.

La victime a été découverte au bout de recherches intenses rendues difficiles du fait du relief accidenté et de l'exubérance du manteau végétatif qui le caractérise, celui étant situé en plein cœur d'un massif forestier et montagneux, joignant la localité balnéaire de Tichy à celle voisine de Boukhlifa, à 12 km à l'est de Bejaia.

Le corps a été retrouvé intact, n'ayant pas entamé sa décomposition, a-t-on ajouté.

Des éléments de la sûreté de daïra et la gendarmerie nationale de Tichy étaient présents sur les lieux et ont commencé à rassembler tous les indices en rapport.

Le jeune homme, étudiant de son état, et arbitre de football à ses heures de distraction, était connu et apprécié dans toute la région.

Et la nouvelle de sa mort autant d'ailleurs que de sa disparition ont provoqué un grand émoi populaire.

ORAN

Effondrement du mur d'un immeuble, pas de victimes



Un effondrement total du mur extérieur d'un immeuble de deux étages est survenu vendredi soir à Oran sans faire de victimes, a-t-on appris auprès des services de la protection civile de la wilaya.

L'incident s'est produit à hai (quartier) Fe-laoucène, dans le centre-ville d'Oran, lorsqu'un mur de 8 mètres de long et de 4 mètres de hauteur s'est effondré totalement, a-t-on indiqué.

Alertés, les éléments de la protection civile se sont rendus sur place et n'ont enregistré, fort heureusement, aucune victime, a précisé la même source, soulignant que sur ordre du wali d'Oran, les familles sinistrées ont été évacuées par les services de la protection civile vers Diar Errahma, dans la commune de Misserghine, en attendant leur prise en charge définitive.

Le wali d'Oran, Abdelkader Djelaloui, s'est rendu samedi matin au lieu de l'accident pour s'enquérir des dégâts occasionnés par l'effondrement, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

EN VISITE À CONSTANTINE Le Premier ministre salue l'engagement du personnel médico-scientifique et appelle à la "responsabilité individuelle et collective"

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a effectué samedi une visite à Constantine et à Sétif pour s'enquérir de la situation épidémiologique dans ces deux wilayas, saluant d'emblée l'engagement du personnel médico-scientifique dans la lutte contre le coronavirus et appelant à la "responsabilité individuelle et collective".

Au Centre hospitalo-universitaire, CHU-Benbadis de Constantine, le Premier ministre a mis l'accent sur les compétences "professionnelles et scientifiques des praticiens" les invitant à participer au projet de refonte du secteur de la santé, décidé par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, saluant en son nom les efforts consentis par les staffs médicaux pour la prise en charge des malades du coronavirus Covid-19.

M. Djerad a également relevé que "l'Algérie a pu prévenir la propagation de l'épidémie de Covid-19 grâce à ses moyens financiers et à ses ressources humaines", appelant les citoyens à davantage de vigilance pour endiguer la propagation de la pandémie du nouveau Coronavirus. Lors de son passage sur les ondes de la radio de Constantine, le Premier ministre a exhorté les citoyens à prendre leur responsabilité dans la lutte contre le coronavirus, soulignant, dans ce contexte, que "l'implication efficace et effective des citoyens permet de préserver leur vie et celle de leur entourage et consolide les efforts déployés pour sortir de cette crise sanitaire". S'agissant de la situation épidémiologique à Constantine, M. Djerad a indiqué que l'Etat met tout en branle pour limiter la propa-



gation de la pandémie et renforcer en moyens matériels et logistiques les structures de la santé, tout en réitérant l'engagement de l'Etat à mettre à la disposition de la recherche scientifique les moyens nécessaires pour préserver sa dynamique.

En visite à l'annexe de l'Institut pasteur, abritée par le Centre de recherches en biotechnologie (CRBT), dans la circonscription administrative de Ali Mendjeli, le Premier ministre a souligné "le rôle assumé par cette annexe à vocation régionale dans cette conjoncture sanitaire exceptionnelle" et salué les efforts des chercheurs du CRBT dans la lutte contre le Covid-19.

À cet effet, il a annoncé qu'un

quota de 130 logements sera affecté aux chercheurs de ce Centre et sera attribué "de manière équitable pour permettre aux chercheurs de se consacrer exclusivement à leurs travaux de recherches".

En visite également dans la wilaya de Sétif, le Premier ministre a réitéré son appel en faveur de la nécessaire "responsabilité individuelle et collective", pour lutter contre la pandémie de Covid-19 et de passer de la "solidarité économique et sociale à la solidarité humanitaire en œuvrant à faire comprendre au citoyen qu'il est en danger". Lors d'une rencontre avec des cadres du secteur de la santé au Centre hospitalo-universitaire Mohamed Abdennour Saada, M. Djerad a affirmé

que "la sortie de crise nécessite de conjuguer les efforts de tous, en particulier les citoyens en respectant les mesures de prévention et de confinement devenues essentielles pour atténuer la propagation de l'épidémie". Selon le Premier ministre, "l'une des raisons ayant induit une augmentation des cas de contamination par le coronavirus, ces derniers jours, est "le non-respect de ces mesures et la promptitude des citoyens à se rendre dans les marchés et les magasins", assurant, en ce sens, que "ces agissements conduiront à passer au Plan B, consistant à annuler certaines des décisions prises par le gouvernement visant à faciliter les conditions de vie des citoyens pendant cette période".

Le Premier ministre affecte 130 logements aux chercheurs du Centre de biotechnologie de Constantine

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a indiqué samedi à Constantine qu'un lot de 130 logements sera affecté aux chercheurs du Centre de recherche en biotechnologie (CRBT), implanté à la circonscription administrative d'Ali Mendjeli.

"Ces logements seront distribués de manière équitable et permettront aux chercheurs de se consacrer exclusivement à leurs travaux de recherche", a précisé le ministre lors de la présentation d'un

exposé sur les missions et les travaux de recherches du CRBT. Il a ajouté que "les épreuves ont démontré que le pays dispose de potentialités humaines et de talents capables de faire face au défi du coronavirus", relevant que "dans de nombreux centres de recherches, les scientifiques ont apporté spontanément aide et assistance pour endiguer la propagation du Covid-19, et sont parvenus à des résultats très positifs sans attendre les formalités

officielles". Et d'ajouter : "ces staffs et ces capacités doivent être accompagnés pour permettre à notre élite d'occuper la place qui lui sied". Le Premier ministre a également mis en avant l'importance de conjuguer les efforts pour une synergie entre les laboratoires de recherche afin d'édifier un système de recherche scientifique performant et a appelé l'université à s'ouvrir à l'international à travers des coopérations devant consolider cette ouverture.

HABITAT

Le ministère invite le syndicat des architectes à arrêter la liste des fonctionnaires nécessitant une aide

Le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a demandé au Syndicat des architectes (Synaa) d'arrêter la liste des fonctionnaires relevant des bureaux d'études privés nécessitant une aide, afin de la transmettre aux autorités habilitées à octroyer des aides financières, en raison de l'arrêt de travail du fait de Covid-19, a indiqué le ministère, samedi, dans un communiqué.

Cette mesure intervient suite à la réunion tenue, le 21 avril passé au

siège du ministère de l'Habitat, avec le Synaa, en vue d'examiner les retombées du confinement sur les architectes et leurs employés.

À cet effet, la tutelle indique avoir demandé, au Synaa, la liste des employés travaillant dans des bureaux d'études architecturales privés affiliés à la CNAS, afin de la transmettre aux autorités habilitées à octroyer des aides financières, et non à verser des salaires, lors de l'arrêt de travail en raison du confinement, a conclu le communiqué.



COMMERCE M. Rezig inspecte nombre d'espaces commerciaux à Alger et Tipasa

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a effectué samedi une visite inopinée à trois espaces commerciaux à Alger et Tipasa pour contrôler les prix et s'assurer du respect par les responsables de ces structures, les commerçants et les citoyens, des mesures préventives décidées par le Gouvernement pour endiguer la propagation de Covid-19.

Le marché de gros des fruits et légumes de Attatba (Tipasa) a été la première halte de la visite du ministre, où il n'a enregistré aucun dysfonctionnement dans l'approvisionnement du marché qui connaît une disponibilité des différents produits à des prix raisonnables, selon le communiqué du ministère du Commerce.

Relevant l'absence de l'affichage des prix au niveau du marché, ce qui constitue une infraction à la loi, le ministre a accordé aux commerçants un délai de 48 heures pour réparer cette infraction, ou le recours à l'application rigoureuse de la loi en matière d'affichage des prix et d'interdiction des ventes aux enchères, outre l'obligation de respecter les mesures préventives contre le Covid-19, sous peine de la fermeture définitive du marché.

M. Rezig s'est rendu ensuite au marché des viandes "Magtaa Kheira" (Alger) où il a été interrogé par une "situation catastrophique" due notamment au non respect des conditions d'hygiène, d'assainissement et de conservation des produits ainsi que des mesures de prévention contre le Coronavirus.

Face à cette situation, le ministre a insisté sur l'impératif de se conformer aux conditions d'hygiène inhérentes aux pratiques commerciales stipulées par la loi.

Pour ce qui est de la situation irrégulière des commerçants de ce marché (ne disposant pas de registre de commerce), M. Rezig a affirmé que ce dossier sera définitivement pris en charge, après le mois sacré et ce en présence des inspecteurs de contrôle relevant de ses services.

Le ministre a rappelé aux commerçants la nécessité de respecter les mesures de prévention décidées par les Pouvoirs publics, outre l'interdiction pour les enfants de moins de 16 ans d'accéder aux marchés.

M. Rezig a achevé sa visite au marché de la dinde de Magtaa Kheira dans la commune de Douaouda (Tipasa) où il a relevé l'absence totale des conditions d'hygiène et de conservation, en sus du non respect des mesures préventives contre le Covid-19.

À cet effet, il a donné une série d'instructions aux responsables de ce marché et au président de l'APC, leur accordant un délai de 48 heures pour se conformer à la loi.

ÉPIDÉMIE "Les citoyens appelés à respecter les mesures préventives face à l'épidémie"

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Hoyam Benfriha, a appelé samedi à Constantine et à Sétif les citoyens à respecter les mesures préventives pour contribuer à l'effort collectif de lutte contre l'épidémie du Covid-19.

Présidant une campagne de sensibilisation durant laquelle 5.000 bavettes ont été gracieusement distribuées aux citoyens et commerçants sur les marchés "Betou Abdallah" et "Boumezou" au centre-ville de Constantine, la ministre a mis l'accent sur l'importance de la contribution des citoyens aux efforts de prévention contre ce virus ravageur.

Mme Benfriha a ainsi affirmé que pour vaincre l'épidémie du nouveau coronavirus, "il est impératif de conjuguer les efforts de tous commerçants et citoyens", mettant en garde contre les risques de la non-observation des mesures préventives dont la distanciation sociale et le manque de conscience chez une certaine catégorie de citoyens qui ne mesure pas la gravité de la situation.

La ministre a relevé la contribution efficace de son secteur par la production à travers les wilayas du pays à l'initiative d'enseignants, de bénévoles et de la société civile de bavettes destinées aux travailleurs qui se placent aux premiers rangs de la lutte contre le Covid-19 dont ceux des secteurs de la santé, de l'hygiène et des corps de sécurité.

Elle a également proposé que les citoyens cousent à domicile des bavettes pour l'utiliser durant leurs sorties sur les lieux publics, soulignant que "la couture des bavettes n'est pas une opération difficile" surtout que la matière première est disponible sur le marché.

Au CFPA Mohamed Arfaoui à la cité Belle Vue de Constantine, Mme Benfriha a salué l'esprit de solidarité et de bénévolat affiché par les travailleurs de la formation professionnelle qui ont cousu des milliers de bavettes stérilisées ainsi que des tenues de protection portées par les staffs médicaux luttant contre le Covid-19.

À Sétif, la ministre a distribué des bavettes à des commerçants et des citoyens au marché de fruits et légumes de la cité 1.400 logements et a exhorté les commerçants à respecter les mesures préventives et a réitéré son appel aux citoyens à coudre leurs propres bavettes.

La ministre a regretté la foule compacte observée sur ce marché et le non-respect de la distanciation sociale qui est une mesure fondamentale dans la prévention de cette épidémie.

Après avoir porté l'accent sur les efforts colossaux consentis par l'Etat dans la lutte contre le nouveau coronavirus à travers la mobilisation de toutes les ressources humaines et matérielles nécessaires ainsi que l'implication efficace de la société civile, la ministre a réitéré son appel à respecter la distanciation sociale pour lutter contre l'épidémie.

APS

UNIVERSITÉ M. Chitour insiste sur l'adoption par l'université d'une nouvelle vision pour promouvoir les qualifications

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Chems Eddine Chitour, a souligné l'impératif d'adopter une nouvelle vision pour l'université devant promouvoir les qualifications au cours de sa visite d'inspection samedi de l'annexe de l'Institut Pasteur de Constantine, implantée au Centre de recherche en biotechnologie (CRBT).

"Il est primordial aujourd'hui que l'université promeuve des qualifications qui permettent aux étudiants de créer des entreprises et de trouver des solutions à des préoccupations de la société dans divers secteurs", a précisé le ministre qui accompagnait le Premier ministre Abdelaziz Djerad.

"Avec 10 % des promus des universités, dont les projets de fin d'étude et les thèses sont orientés vers des projets d'utilité pour le pays, l'Algérie comptabilisera annuellement des milliers de candidats aux start up et de projets de micro-entreprises", a-t-il dit à ce propos.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a également souligné que l'Algérie était "dans une phase où il

faut, à la fois, apprendre et œuvrer à développer le secteur de l'industrie".

Saluant la coopération entre les membres de l'équipe pluridisciplinaire de Bejaia, parvenue à fabriquer un respirateur artificiel, M. Chitour a relevé que le travail en commun, notamment en cette crise sanitaire exceptionnelle, "augure des futures coopérations fructueuses dans différents créneaux". Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a inspecté le laboratoire d'analyse de l'annexe de l'Institut Pasteur, implanté au Centre de recherche en biotechnologie (CRBT), dans la circonscription administrative Ali Mendjeli, et s'est enquis des conditions de travail de l'équipe en place.

Depuis sa mise en service, le 25 mars dernier, l'annexe de l'Institut Pasteur de



Constantine, à vocation régionale, a effectué 2.800 tests de dépistage du coronavirus, selon les données fournies.

TRANSPORT Les solutions proposées pour aider les transporteurs examinées par les fédérations et les syndicats des transports

Le Secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs du transport (FNNT), affiliée à l'Union générale des Travailleurs algériens (UGTA), Seddik Berrama, a affirmé à l'APS, que les fédérations et les syndicats nationaux des travailleurs du transport ont lancé des consultations avec le ministère de tutelle en vue de l'examen de la situation des transporteurs, en raison de la propagation de Covid-19, et les solutions proposées pour les aider.

Les fédérations et les syndicats examinent, depuis 10 jours avec le ministère de tutelle et dans le cadre du dossier général géré par le Premier ministre, les moyens de surmonter les répercussions de la crise sanitaire et de réduire les pertes pour la catégorie des transporteurs, notamment privés et les catégories vulnérables de ces derniers, aux investissements limités, outre les travailleurs journaliers, a fait savoir M. Berrama.

Les fédérations et les autres partenaires sont dans l'attente de la réponse du Premier ministre concernant les propositions soumises afin d'aider ces catégories et gérer la période actuelle jusqu'à la levée du confinement, a-t-il ajouté.

Selon le même responsable, les propositions des syndicats ont eu un écho favorable auprès des responsables des ministères des Travaux publics et des Transports et du Premier ministre, toutes les préoccupations soulevées par les transporteurs, toutes spécialités confondues, ayant fait l'objet d'une écoute attentive. Les propositions portent essentiellement sur l'octroi, au profit des catégories vulnérables des transporteurs et celle des transporteurs disposant de véhicules de transport via les crédits bancaires, d'aides financières directes avec l'examen de la possibilité de les rembourser suivant la situation financière du transporteur. Des crédits bancaires sans intérêts seront octroyés aux transporteurs au niveau financier moyen ou aisé, alors que les véhicules de transport

feront l'objet d'un gage pour assurer le remboursement du crédit au terme de la crise sanitaire actuelle, a-t-il indiqué.

Selon M. Berrama, la catégorie vulnérable des transporteurs et celle ayant bénéficié auparavant de véhicules via des crédits bancaires n'excède pas 20 % de l'ensemble des transporteurs, alors que 80 % des transporteurs pourront obtenir des crédits sans intérêts.

La Fédération a proposé la suppression des impôts s et des charges de la sécurité sociale durant la période de cessation de l'activité afin d'alléger les charges des transporteurs, avec une éventuelle réduction de la période de confinement pour les transporteurs en leur permettant de reprendre progressivement leur activité en prenant des mesures strictes de prévention.

Le même responsable juge opportun d'accorder la priorité à la catégorie vulnérable des travailleurs du transport et d'organiser le travail posté avec un volume horaire et des jours fixés jusqu'à la fin de cette crise.

L'intervenant a fait savoir que la décision est examinée actuellement "à haut niveau" pour aider cette catégorie impactée par la pandémie, soulignant que les travailleurs et la fédération ainsi que les autres partenaires du secteur des transports "sont conscients de la situation pandémique que traverse le pays à l'instar de la majorité des pays dans le monde et sont prêts à apporter soutien et solidarité pour surmonter cette période délicate".

Pour M. Berrama, les travailleurs du transport sont solidaires avec l'Etat en cette période difficile et ils œuvrent à aider les transporteurs sans revenu et ceux confrontés à une situation sociale difficile.

"La crise actuelle est sanitaire et nous souhaitons la contenir et éviter qu'elle n'empire en crise socio-économique (...), il faut, à l'heure actuelle, prendre les mesures de soutien et des dispositions visant la solidarité et la protection de la

catégorie vulnérable des travailleurs", a-t-il dit. M. Berrama a invité, par ailleurs, le ministère de tutelle à promulguer une instruction expliquant les modalités de mise en oeuvre du congé payé décidé par le Président de la République au profit d'une catégorie spécifique de travailleurs au vu de la propagation de la pandémie du covid-19, et ce, a-t-il indiqué, afin de prévenir toute application aléatoire par les directeurs.

S'agissant des actions de solidarité menées en vue d'endiguer la propagation du virus, il a affirmé que la FNNT a organisé plusieurs compagnes de solidarité en soutien aux travailleurs du secteur du transport de la wilaya de Blida, affectés par le confinement, annonçant que 270 couffins du ramadhan ont été distribués et que d'autres actions de solidarité sont également prévues dans d'autres wilayas lors de la deuxième quinzaine du mois sacré.

À ce propos, M. Berrama a salué le degré de conscience et le sens civique et professionnel des travailleurs affiliés à la FNNT, du syndicat national des chauffeurs de taxis (SNCT), de l'Union nationale des transporteurs privés (UNTP) et des syndicats du transport urbain pour l'élan solidaire dont ils ont fait montre à l'égard de leurs collègues du secteur de la santé et de tous les corps de sécurité.

De même qu'il s'est dit satisfait des actions menées par ces syndicats au profit des services communaux en leur assurant le transport gratuit à leur lieu de travail durant les opérations de nettoyage et de désinfection en cette période où l'ensemble des moyens de transport sont à l'arrêt pour éviter toute contamination. M. Berrama a tenu à saluer également la discipline dont ont fait preuve les travailleurs et leur observation de toutes les mesures exceptionnelles décidées par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre cette pandémie et l'application sur le terrain de toutes les mesures préventives.

CONSTANTINE/COVID-19

Fermeture à nouveau des commerces de pâtisserie, d'habillement et de chaussures

Les commerces de pâtisserie, de confiserie, de gâteaux traditionnels, ainsi que ceux de vêtements et chaussures seront de nouveau fermés à Constantine sur décision du wali, a-t-on appris samedi auprès de la cellule de communication de la wilaya.

"Compte tenu de la situation épidémiologique de la wilaya, marquée, ces derniers temps, par une hausse dans les cas de contamination au coronavirus résultant du non respect des mesures préventives mises en place par les autorités publiques, le wali, Ahmed Abdelhafid Saci, a décidé de la fermeture des magasins de vente de vêtements, chaussures et toutes catégories de gâteaux comme mesure préventive pour endiguer la propagation du Covid-19", a-t-on indiqué de même source.

"Les commerçants n'ont pas respecté les mesures d'hygiène et de distanciation sociale imposées dans le cadre de l'instruction gouvernementale relative à l'élargissement des secteurs d'activités et l'ouverture des commerces", a relevé la même



source, précisant que "la décision concerne l'ensemble des commerces ciblés à travers les commune de la wilaya et restera valide jusqu'à nouvel ordre". En visite de travail, ce samedi à Constan-

tine, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a affirmé que l'Etat s'emploie à contenir la propagation du coronavirus à travers le renforcement des capacités de la prise en charge des personnes conta-

minées et avait appelé les citoyens à davantage de vigilance et à prendre leurs responsabilités et assumer leurs rôles dans la lutte contre le coronavirus.

BOUIRA

L'université lance une étude pour l'élaboration d'un tissu auto-désinfectant

L'université Akli Mohand Oulhadj de Bouira prévoit de lancer une étude au courant de cette semaine pour l'élaboration d'un tissu auto-désinfectant en collaboration avec l'école de Chimie de Rennes (France) et ce dans le cadre des efforts de lutte contre la pandémie du Covid-19, a annoncé samedi à l'APS le recteur Lotfi Mouni.

Déjà déposé et en attente de financement, "ce projet sera lancé au cours de cette semaine en collaboration avec une équipe provenant de l'école de Chimie de Rennes (France).

L'étude portera sur l'élaboration d'un tissu auto-désinfectant pour aider les médecins et les équipes soignantes engagés sur le terrain afin de se protéger davantage contre ce virus", a expliqué M. Mouni. Selon les détails fournis par le recteur de l'Université de Bouira, cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'appel à projet lancé le 10 avril dernier par l'agence universitaire de la francophonie (AUF) visant à soutenir et encourager les initiatives des étudiants et des ingénieurs et des jeunes chercheurs afin de lutter contre la pandémie. "Une fois le tissu auto-désin-



fectant élaboré et préparé, nous effectuerons des essais dans un laboratoire de virologie à Tizi Ouzou sous la houlette du professeur Houali Karim", a encore précisé M. Mouni. Le tissu est destiné à un usage multiple pour produire des bavettes, des blouses et sur-blouses de protection ainsi que des couvertures", a-t-il dit. Depuis le début du Covid-19 en Algérie, l'université de Bouira continue de s'impliquer davantage dans les efforts nationaux pour lutter contre la pandémie. Il y'a un mois, une équipe

d'étudiants et de professeurs de la faculté des sciences de la nature et de la vie (SNV) ont réussi à produire une importante quantité de gel et de solutions hydro-alcoolique, qui a été distribuée sur des centres hospitaliers de la wilaya.

"Nous sommes prêts pour soutenir davantage les efforts du secteur de la santé dans la lutte contre cette dangereuse maladie, qui a fait des centaines de milliers de morts à travers le monde", a souligné le recteur de l'Université Akli Mohand Oulhadj de Bouira.

TIPASA

Perturbation dans la distribution du gaz dans cinq communes

La distribution du gaz naturel a enregistré une perturbation au niveau de cinq communes de l'Est de Tipasa, en raison de la rupture, samedi, de la conduite principale de gaz à Bou Ismail, a-t-on appris auprès de la direction du secteur.

Une entreprise privée, en charge d'opérations de creusage pour un projet d'assainissement à la cité "Ouhlima" de Bou Ismail, a endommagé la conduite principale de gaz naturel de "haute débit", vers la mi journée, a indiqué, à l'APS, Mounir Benkarira, chef

du département d'exploitation du gaz à la direction de distribution de Tipasa.

"Cette agression due à l'absence de coordination entre les différents services techniques en charge des projets publics", a causé, selon le même responsable, "une perturbation dans la distribution du gaz naturel au niveau des communes de Bou Ismail, Chaibia, Koléa, Daouda, et Fouka, sans l'enregistrement d'incidents notables".

Il a fait part, en outre, d'une "action actuellement en cours pour sécuriser le

site, avant l'entame des travaux de réparation, aux environs de 21h00", a-t-il fait savoir.

"Cette tranche horaire n'enregistre pas de forte demande sur le gaz", a-t-il précisé.

Le responsable n'a pas manqué d'exprimer "ses regrets" à l'égard de ce type d'incidents "hors du contrôle de l'entreprise", en cette "conjoncture sensible de confinement et de mois sacré", a-t-il déploré.

Assurant la mobilisation, outre les agents de mainte-

nance de la direction de distribution de Tipasa, d'équipes spéciales de la société de gestion du réseau de transport de gaz, pour la réparation de cette panne, "dans les plus brefs délais", a-t-il promis.

La société Sonelgaz a instruit la direction de distribution de Tipasa de recommander à ses abonnés des communes concernées, de prendre leurs dispositions pour l'acquisition de cette denrée vitale, jusqu'à réparation de cette panne, a souligné le même responsable.

APC D'ALGER CENTRE-RAMADHAN
Lancement du programme de distribution des aides au profit de 1900 familles

Le bureau de la cellule "Allo ma commune" de la commune d'Alger centre a commencé, dans la nuit de vendredi à samedi, à contacter les familles nécessiteuses pour bénéficier de kits alimentaires et ce dans le cadre de l'opération d'entraide et de solidarité sociale, à l'occasion du mois de Ramadan, qui concernera 1900 familles recensées, a-t-on appris, samedi, du président de l'Assemblée populaire communale (APC) d'Alger centre, Abdelhakim Bettache.

Le bureau de la cellule "Allo ma commune" a commencé à contacter les premières familles recensées avant le début de ce Ramadan, en vue de préparer les listes annuelles des aides alimentaires que la commune distribue à l'accoutumée aux catégories démunies, a indiqué le président de l'APC d'Alger centre.

M. Bettache a précisé que les services des affaires sociales avaient recensé 1900 familles qui seront destinataires de kits alimentaires contenant 17 produits divers indispensables pour la famille algérienne notamment en ce mois sacré.

Plus de 20 fonctionnaires permanents ont été mobilisés au niveau du bureau de la cellule "Allo ma commune" pour contacter les familles, s'assurer de leur adresse et fixer ensuite la date du déplacement à leur domicile pour la remise de l'aide en question, a expliqué M. Bettache, soulignant que cette opération s'effectue en toute discrétion et dans le respect de la dignité des citoyens.

Les mesures de prévention contre le Covid-19 sont respectées et pris en compte par la commune qui, cette année, a épargné aux citoyens la peine du déplacement à son siège pour préserver leur santé.

Les services chargés de cette opération ont divisé la commune en 7 grandes zones afin de repérer facilement les adresses des bénéficiaires de ces aides.

Cette mission a été confiée à un élu communal accompagné de l'imam de la cité et de bénévoles de la société civile pour assurer l'opération de distribution.

Fermeture de 6 magasins pour non-respect des conditions de sécurité sanitaire

Dans le cadre des mesures prises par les services du Gouvernement en vue d'atténuer les répercussions socio-économiques induites par la propagation du covid-19 et 48 heures après la décision autorisant certains magasins de reprendre leur activité, M. Bettache a déploré certains "points négatifs" dont le non-respect de la distanciation sociale, la non utilisation d'une bavette ou autre s conditions fixées par les services de la wilaya d'Alger.

Les services de la commune ont procédé, dans le cadre de leur mission relative au contrôle du respect par les commerçants des instructions de prévention, à "la fermeture de 6 magasins jusqu'à présent, après avoir enregistré des dépassements". "Les noms des commerçants en question ont été donnés au wali délégué de la circonscription administrative de Sidi M'hamed afin de prendre les sanctions prévues par la loi", a-t-il ajouté.

M. Bettache a appelé tous les commerçants activant au niveau de la commune d'Alger centre au respect des règles d'hygiène et de distanciation sociale, outre la condition du nombre réduit de clients à l'intérieur des magasins, notamment en ce qui concerne les salons de coiffure.

MINÉRAI - FER - PRIX Le prix du fer en baisse dans un contexte de diminution de la demande

Le cours du fer a déjà subi une baisse de 10 % cette année, s'échangeant à 84 dollars la tonne sur les marchés mondiaux, selon des analyses de BMO Capital et de Morgan Stanley.

Cette tendance baissière devrait se poursuivre jusqu'à la fin de l'année avec un prix moyen situé entre 75 et 78 dollars la tonne, en raison notamment des effets de la pandémie de Covid-19, selon les mêmes analyses. Le ralentissement de l'activité économique mondiale, avec notamment une baisse de la demande dans le secteur de la construction, a en effet contraint les plus grandes fonderies à suspendre leurs activités. Dans le même temps, la production minière est demeurée stable en dehors de quelques perturbations en Australie et au Brésil, respectivement premier et deuxième producteur mondial, ce qui aboutit à une surabondance sur le marché, ont expliqué les analystes de ces deux banques canadienne et américaine. Notons que si la situation n'est pas encore dramatique à cause des niveaux de production d'acier en Chine (baisse de 1,7 % contre 20 % dans l'UE et 10 % au Japon), une augmentation de la production minière serait préjudiciable au prix du métal. La reprise de l'activité économique en Chine et dans le monde reste donc la meilleure source d'espoir pour le secteur, ont-ils relevé.

CÔTE D'IVOIRE - AGRICULTURE La production de noix de cajou pour 2020 revue à la baisse

Le Côte d'Ivoire revoit à la baisse sa récolte de noix de cajou, qui devrait atteindre 730.000 tonnes en 2020 contre une production de 800.000 tonnes escomptée en début de campagne, selon le Conseil du coton et de l'anacarde (CCA). Le directeur général du CCA, Adama Coulibaly, a indiqué que la révision à la baisse s'expliquait par l'insuffisance des précipitations enregistrées dans le nord du pays qui concentre les principales zones productrices d'anacardes.

Ces mauvaises conditions météorologiques ont perturbé le processus de floraison des arbres et réduit le rendement malgré un démarrage en fanfare de la saison. En 2019, ce pays de l'Afrique de l'Ouest, qui représente plus de 20 % de la production mondiale de noix de cajou, avait produit 634.641 tonnes. S'agissant de l'impact du coronavirus sur la campagne, M. Coulibaly a évoqué notamment, le ralentissement des achats et la chute des prix. "Le contrat est passé de 1400 à 900 dollars la tonne pour l'anacarde", a-t-il souligné.

EQUATEUR - FMI - VIRUS Le FMI accorde un prêt d'urgence de 643 millions de dollars à l'Équateur

Le Fonds monétaire international a approuvé vendredi le versement de 643 millions de dollars d'aide d'urgence à l'Équateur, frappé par l'épidémie de coronavirus mais également par la chute des prix du pétrole. Le ministre des Finances et de l'Économie de cet état d'Amérique centrale a indiqué dans un communiqué que ce prêt avait été obtenu dans des "conditions favorables" avec un taux d'intérêt de 1,05%. Selon l'Organisation mondiale de la santé, l'Équateur a déclaré 24.000 cas de Covid-19, et le décès de 900 personnes, ce qui a provoqué une urgence sanitaire particulièrement forte dans la capitale économique du pays, Guayaquil. Le FMI prévoit une chute de 6,3% du PIB du pays pour 2020. "Ce financement permettra d'apporter les liquidités nécessaires pour relancer la production et l'emploi", a ajouté le ministre dans le communiqué. Cette aide d'urgence du FMI s'ajoute à un programme d'assistance économique de trois ans accordé par l'organisme international au gouvernement de Lenin Moreno en 2019.

Ce prêt de 4,2 milliards de dollars a impliqué une série de réductions et d'ajustements budgétaires qui ont provoqué une vague de protestation en octobre 2019, quand le gouvernement a augmenté les prix du carburant.

FRANCE - TRANSPORTS 2 milliards d'euros de pertes à la SNCF en raison du Covid-19

Les mesures de confinement mises en place depuis le 17 mars pour contenir la propagation de l'épidémie de coronavirus devraient coûter deux milliards d'euros à la société française des chemins de fer (SNCF), a indiqué samedi son PDG, Jean-Pierre Farandou qui envisage de recourir à un plan d'aide de l'Etat et à des suppressions d'emplois.

"On est à peu près à deux milliards d'euros de chiffre d'affaires qui nous manquent" en raison de l'épidémie, a indiqué M. Farandou sur France Inter, évoquant un "choc violent" se cumulant avec le milliard de manque à gagner subi pendant la grève contre la réforme des retraites.

Pour surmonter le choc, le PDG de la SNCF envisage un plan d'aide de l'Etat et des suppressions de postes.

"Nous allons réduire les investissements, serrer les coûts de fonctionnement, jouer sur le fond de roulement. Le management va prendre les décisions normales de gestion de crise.

Je crains que notre endettement soit trop important.

Dans ce cas, il n'est pas anormal de se tourner vers son actionnaire, le nôtre c'est l'Etat, pour restaurer la



balance de notre entreprise.

Il n'est pas anormal de réfléchir à un plan d'aide pour la SNCF, a-t-il dit.

Le PDG de la SNCF évoque également la possibilité d'une réduction des coûts qui pourrait passer par des suppressions de postes, mais "cela dépendra du

retour à la normale". "Si la reprise est lente et que nous produisons moins de trains que par le passé, il ne sera pas anormal ou illogique d'ajuster le niveau d'emploi au volume d'activité", a-t-il estimé, soulignant qu'il est "encore trop tôt pour calibrer les chiffres, mais la théma-

tique est sur la table et nous l'examinerons le moment venu en toute transparence avec les organisations syndicales." Selon la SNCF, le trafic ferroviaire a atteint "un plancher" avec notamment 42 TGV par jour sur environ 700 habituellement.

Judi, l'Insee a révélé, dans une première estimation, que le produit intérieur brut français s'est contracté de 5,8% au premier trimestre, sous l'effet de la quasi-paralysie de l'activité découlant de l'instauration du confinement.

Face aux conséquences économiques et sociales de l'épidémie du Covid-19, le Parlement vient de donner dans l'urgence son feu vert à un deuxième plan d'urgence de 110 milliards d'euros proposé par le gouvernement qui n'écarte pas la possibilité de le rallonger.

HYDROCARBURES En Grèce, les ONG contre un projet de loi sur l'environnement

Des dizaines d'organisations de défense de l'environnement en Grèce, dont Greenpeace et le WWF, réclament "le retrait" d'un projet de loi controversé, qui "promeut les explorations d'hydrocarbure en mettant en péril des zones Natura 2000 de protection de la biodiversité".

Le texte "dont l'objectif est de changer radicalement la politique d'environnement en Grèce, a été élaboré en pleine période de confinement ce qui nuit aux procédures démocratiques", a indiqué samedi Takis Grigoriou, responsable de la campagne de Greenpeace en Grèce en matière d'énergie et de changement climatique. Des mesures de confinement sont imposées en Grèce depuis le 23 mars en Grèce pour endiguer la propagation du virus Covid-19. Le projet de loi intitulé

"modernisation de la législation environnementale", "supprime la protection des régions Natura 2000 et promeut les activités minières et les explorations d'hydrocarbures dans ces zones", affirme un communiqué commun de vingt-trois ONG.

Outils fondamentaux de la politique de l'UE de préservation de la biodiversité, les sites Natura 2000 servent à protéger des espèces représentatives de la biodiversité européenne. Alors que la Grèce comme ses partenaires européens "s'est engagée à arrêter l'utilisation des hydrocarbures d'ici 2050 dans le cadre de la réglementation sur le changement climatique, le projet de loi incite les entreprises de forage de pétrole et de gaz naturel à s'activer dans des zones préservées en affaiblissant le rôle des autorités locales en la matière",

déplore Takis Grigoriou. En revanche, Greenpeace se félicite de certaines dispositions du projet de loi qui "simplifient les procédures pour les investissements dans l'énergie verte (photovoltaïque, éolienne etc)". Selon Greenpeace, les dispositions sur l'énergie renouvelable devaient faire l'objet d'un projet de loi séparé et ne pas être intégrées dans le projet actuel, qui a été élaboré "rapidement sans un vrai dialogue avec les acteurs sociaux".

En discussion actuellement en commission parlementaire, ce projet de loi doit être débattu lundi à l'Assemblée avant un vote mardi, selon Greenpeace.

Une pétition commune Greenpeace-WWF sur internet a rassemblé jusqu'ici plus de 22.000 signatures pour dire "Non, au projet de loi en faveur des explorations" d'hydrocarbures.

THAÏLANDE - AVIATION Un plan de sauvetage de 1,6 milliard dollars pour la compagnie aérienne nationale

Le gouvernement thaïlandais devra avaliser cette semaine un prêt de 1,63 milliards d'euros à la compagnie aérienne Thai Airways afin qu'elle puisse survivre à la crise de la pandémie de Covid-19.

Le conseil des ministres thaïlandais devra approuver mercredi prochain un prêt d'urgence de 58,1 milliards de bahts (1,63 milliard d'euros), garanti par le ministère des Finances qui est aussi son principal actionnaire avec 51% du capital, et versé progressivement d'ici la fin de l'année, rapporte la presse locale, mettant un terme aux rumeurs concernant la vente de la compagnie en faillite à des opérateurs privés.

Thai Airways devra cependant se soumettre à des conditions très strictes et la mise en œuvre du plan de restructuration doit être supervisée par une équipe de spé-

cialistes qui sera désignée à cette tâche. Mais cette aide n'est pas due seulement à la situation causée par la pandémie : la perte nette de la compagnie a été multipliée par six entre 2017 et 2019 pour atteindre 12 milliards de bahts.

Dans le cadre de la crise Covid-19, les scénarios les plus pessimistes prédisent déjà une perte globale de 2 milliards d'euros pour les transporteurs thaïlandais, dont 90% pour la seule Thai Airways. En octobre dernier, le dirigeant de la compagnie estimait qu'elle était déjà « en danger de mort », ayant subi au premier semestre une perte nette de 191 millions d'euros. Le sort de la flotte de Thai Airways, 75 avions hors filiales Thai Smile (20 avions) et Nok Air (22 avions), fera partie des sources d'économies étudiées avec le retrait d'un certain nombre types d'appareils.

CAMBODGE Chute de plus de 50% des exportations de vêtements et chaussures

Les exportations de vêtements et de chaussures du Cambodge devraient baisser de 50 à 60% au deuxième trimestre à cause des effets de la pandémie de COVID-19. Les exportations au premier trimestre avaient diminué de 80% en glissement annuel, surtout lorsque le COVID-19 a éclaté dans l'UE et aux États-Unis en février, les deux plus grands marchés du textile cambodgien, selon le porte-parole du ministère cambodgien du Travail et de la Formation professionnelle, Heng Sour. Dans la seconde moitié du mois d'avril, une dizaine d'usines de confection supplémentaires au Cambodge ont dû cesser leurs activités, affectant plus de 6.000 travailleurs. Selon Heng Sour, jusqu'à présent 130 usines de confection au Cambodge ont suspendu leurs activités en raison d'une forte baisse des commandes provoquée par l'épidémie de COVID-19, touchant 100.000 travailleurs. Selon les données du ministère cambodgien de l'Industrie, des sciences, de la technologie et de l'innovation, le pays d'Asie du Sud-Est abrite 1.099 usines opérant dans les industries du textile, des chaussures et des sacs à main.

ACCORD OPEP+ Plusieurs pays annoncent d'importantes baisses

Avec l'entrée en vigueur de l'accord conclu entre les 23 membres de l'Opep-Non Opep, vendredi, plusieurs pays signataires ont annoncé d'importantes baisses de leur production pétrolière, selon les données publiées par l'OPEP sur son site web.

Il s'agit notamment de l'Azerbaïdjan, les Emirats arabes Unis et le Koweït qui ont annoncé des baisses de leur production pétrolière et ce en application de l'accord conclu le 12 avril dernier.

Ainsi, la compagnie pétrolière de l'Azerbaïdjan "SOCAR" a annoncé d'importants plans d'ajustement de la production de pétrole pour 2020, 2021 et 2022 dans le cadre des engagements de l'Azerbaïdjan à l'accord volontaire d'ajustement de la production conclu le 12 avril dernier.

Pour leur part, les Emirats arabes unis ont affirmé leur engagement à appliquer l'accord Opep+.

Dans ce cadre, Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC) a informé ses clients dans une lettre de son intention d'ajuster volontairement sa production de pétrole brut en mai et juin 2020.

"Les ajustements prévus sont conformes à l'engagement des Emirats arabes unis en faveur de la stabilité du marché pétrolier et aux accords conclus lors des réunions ministérielles extraordinaires de l'Opep et non-Opep tenues le 9 et 12 avril 2020", ajoute la même source.

Pour le Koweït, sa Compagnie Koweït Petroleum Corporation a informé ses clients d'une réduction de 22% de leurs volumes contractuels de pétrole brut de juillet à décembre 2020, à la suite de réductions déjà réalisées pour mai et juin 2020, rapporte l'Opep citant une lettre envoyée par KPC à ses clients.

Enfin, la Norvège qui n'est pas membre de l'Opep ni de la déclaration de coopération de 23 pays producteurs de pétrole a annoncé jeudi son intention d'ajuster volontairement sa production de pétrole brut afin d'accélérer le processus de stabilisation sur le marché mondial du pétrole, à la lumière de l'épidémie de COVID-19 et de son impact sur l'économie



mondiale. "Nous sommes actuellement confrontés à une situation sans précédent sur le marché pétrolier.

Les producteurs et les consommateurs bénéficient d'un marché stable.

Nous avons précédemment déclaré que nous envisagerions une réduction de la production norvégienne si plusieurs grands pays producteurs appliquaient des réductions importantes.

La décision du gouvernement norvégien de réduire la production de pétrole norvégien a été prise sur une base indépendante", a déclaré le ministre norvégien du Pétrole et de l'Énergie, Tina Bru, cité par l'Opep.

Il a ajouté "nous allons réduire la production norvégienne de 250 000 barils par jour en juin et de 134 000 barils par jour au second semestre 2020. De plus, le démarrage de la production de plusieurs champs sera retardé jusqu'en 2021. Par conséquent, la production norvégienne totale en décembre 2020 sera de 300.000 barils de moins par jour que prévu initialement par les sociétés. Le règlement prendra fin d'ici la fin de l'année". L'Algérie, qui assure la

présidence de l'Opep a insisté jeudi, sur la nécessité de l'application totale de l'accord de réduction de la production pétrolière et que l'objectif doit être d'assurer un taux de conformité supérieur à 100%.

Le ministre de l'Énergie et président de la Conférence de l'Opep a également affirmé que "l'Algérie est prête à réduire sa production dès le 1er mai, en conformité avec l'Accord" tout en remerciant les autres pays producteurs qui ont annoncé des réductions volontaires de leur production.

Les pays Opep+ ont convenu une baisse massive de leur production pétrolière qui s'étalera sur deux ans, dont la première période de deux mois porte sur une coupe de 9,7 mb / j, a débuté vendredi.

Côté prix, le pétrole semble profiter de l'entrée en vigueur des coupes des membres de l'Opep+.

Vendredi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, a terminé à 26,44 dollars à Londres, tandis qu'à New York, le baril américain de WTI pour juin a clôturé à 19,78 dollars.

BAD - ASSEMBLÉES Report des assemblées de la Banque africaine de développement au mois d'août

L'édition 2020 des Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD) ont été reportées pour les 25 au 27 août 2020, a indiqué la BAD dans un communiqué publié sur son site web.

"En raison de la pandémie de Covid-19 et des bouleversements qu'elle provoque au niveau mondial, les Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement et du Fonds africain de développement sont reportées", a précisé la même source. Initialement prévues du 25 au 29 mai, les assemblées annuelles 2020 des conseils des gouverneurs du groupe de la Banque africaine de développement (BAD et Fonds africain de développement) ces assemblées se tiendront du 25 au 27 août 2020, à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

Quelque 3.000 participants y sont attendus à cet événement dont des ministres des Finances, gouverneurs de banque centrale, décideurs, organisations de la société civile, dirigeants d'organisation internationale et représentants clés de l'industrie et du secteur privé des 80 Etats membres du groupe de la Banque avait précisé la BAD dans un précédent communiqué. Le thème des assemblées annuelles de la BAD portera cette année sur "créer des emplois décents pour la jeunesse africaine en plein boom démographique", l'un des cinq domaines d'intervention prioritaires de la Banque, également connu sous le nom de High 5 (Éclairer l'Afrique, Nourrir l'Afrique, Industrialiser l'Afrique, Intégrer l'Afrique et Améliorer la qualité de vie des populations africaines).

La Banque s'est dite fermement convaincue que l'établissement de liens entre les pays africains est essentiel à la transformation économique de l'Afrique.

Principal bailleur de fonds du continent en matière d'infrastructures, la Banque se concentre ainsi sur la connectivité régionale, non seulement en investissant dans des infrastructures telles que routes, lignes de transmission électrique, pipelines et réseaux de communication, mais également en élaborant et en appliquant des politiques cohérentes à même d'ouvrir les frontières.

Créer des emplois décents pour la jeunesse africaine, et pour ainsi dire, transformer la vague de jeunes en opportunités, est au cœur des actions de la Banque africaine de développement en matière de création d'emplois, d'entreprenariat et de renforcement des capacités.

Pour se faire, la Banque a développé sa stratégie Emplois pour les jeunes en Afrique 2016-2025 (Job for Youth in Africa 2016-2025), qui vise à créer 25 millions d'emplois pour les jeunes africains au cours de la prochaine décennie.

La stratégie va également doter 50 millions de jeunes, d'une variété de compétences pour accroître leur employabilité et leur taux de réussite dans l'entreprenariat.

Lancée lors de ses Assemblées annuelles en mai 2016 à Lusaka, en Zambie, le but de la stratégie est de soutenir les pays africains dans le renforcement des réponses à la crise du chômage et du sous-emploi des jeunes sur le continent.

TUNISIE - ÉNERGIE La production de pétrole en baisse de 4% à fin mars 2020

La production tunisienne de pétrole brut a baissé de 4%, à fin mars 2020, par rapport à fin mars 2019, se situant à 421 kt (kilotonnes), a rapporté samedi l'agence TAP.

Selon le rapport sur la conjoncture énergétique pour le premier trimestre de 2020 (version provisoire), publié par le ministère de l'Énergie, des mines et de la transition énergétique, la production énergétique a continué d'enregistrer une baisse dans plusieurs champs à savoir Ashtart (-18%), Adam (-24%), Cherouq (-26%), El borma (-9%), Hasdrubal (-17%) et Ouedzar (-10%). La moyenne journalière de la production de pétrole est passée de 38.000 barils/j à fin mars 2019, à 35.900 barils/j à fin mars 2020, a ajouté la même source. Le rapport a précisé, toutefois, que la production dans les différentes concessions continue à un rythme normal, en dépit de la baisse due au déclin naturel au niveau des principaux champs pétroliers. Le document du ministère de l'Énergie a noté également qu'il n'y a pas eu de perturbations significatives de la production au cours de la période de confinement. Toujours selon le même rapport, les ressources en gaz naturel (production nationale + forfait fiscal) ont atteint 479 ktep (kilotonnes équivalent pétrole), à fin mars 2020, enregistrant ainsi, une baisse de 13% par rapport à la même période de l'année précédente, suite à la baisse de la production de 6% et la chute du forfait fiscal sur le transit du gaz algérien de 34% à fin mars 2020, par rapport au même mois en 2019. Le rapport du ministère a expliqué en outre "qu'une baisse significative du forfait fiscal sur le passage du gaz algérien a été enregistrée ces derniers mois".

Le ministère de l'Énergie a fait savoir, cependant, qu'à cause des conditions exceptionnelles de confinement, certaines données sont provisoires soulignant que celles portant sur la production des hydrocarbures ainsi que la demande de gaz naturel seront actualisées dès que possible.

MONDE - ÉNERGIE - SOLAIRE Installation de 114,9 GW de nouvelles centrales photovoltaïques en 2019 (AIE)

Les développeurs de centrales solaires photovoltaïques ont installé, au cours de l'année écoulée, 114,9 GW de nouvelles centrales à travers le monde, selon les statistiques de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Ces nouvelles capacités sont supérieures de 12 % à celles installées en 2018 avec une croissance significative sur tous les continents.

Elle porte à 629 GW la capacité solaire photovoltaïque totale installée actuellement, a indiqué la même source. La Chine a construit le plus de centrales photovoltaïques en 2019 avec 30,1 GW d'augmentation de capacité. Elle est suivie par les Etats-Unis (13,3 GW) et le Japon (7,7 GW). L'Union européenne a installé 16 GW de nou-

velles capacités, l'Espagne et l'Allemagne ayant réalisé les meilleures performances avec 4,4 et 3,9 GW respectivement, selon l'AIE.

L'Afrique et le Moyen-Orient ont concentré 8 % des nouvelles centrales installées en 2019, soit une capacité de 9,1 GW.

En Afrique, l'Égypte a enregistré la meilleure performance avec 1,7 GW installé. Elle est suivie par l'Afrique du Sud qui a construit 1 GW de nouvelles centrales et le Maroc (200 MW). "Au cours des années à venir, les centrales photovoltaïques auront le potentiel pour devenir une importante source d'énergie dans plusieurs pays à un rythme accéléré?", a affirmé l'AIE dans son Global Photovoltaic Market

2020. (A P S) ArabieSaoudite/santé/virus/épidémie L'Arabie saoudite va réduire ses dépenses pour atténuer l'impact économique de la pandémie de COVID-19 RYADH, 3 mai 2020 (APS)- Le ministre saoudien des Finances Mohammed al-Jadaan a déclaré samedi que son pays "devait réduire ses dépenses" pour atténuer l'impact économique de la pandémie de COVID-19. "L'Arabie saoudite est décidée à se protéger des retombées économiques du coronavirus par toutes les mesures financières nécessaires malgré la chute des revenus pétroliers", a-t-il indiqué dans une interview à Al Arabiya TV. La baisse des revenus pétroliers et non pétroliers se poursuivra au cours des prochains

trimestres, a-t-il noté. La semaine dernière, le ministre a annoncé que l'Arabie saoudite limiterait le montant d'argent qu'elle retirerait de ses réserves à un maximum de 32 milliards de dollars. Par contre, Elle profiterait de sa capacité d'emprunt, qui est encore largement inexploitée, en émettant 60 milliards de dollars de dette, a-t-il ajouté.

De son côté, l'Autorité monétaire saoudienne a annoncé mardi que ses avoirs à l'étranger étaient tombés en mars à 464 milliards de dollars, leur plus bas niveau en 19 ans, alors que le pays s'efforce d'atténuer les retombées économiques du coronavirus. L'Arabie saoudite a enregistré à ce jour 25.459 cas de coronavirus et 176 décès.

RAMADHAN - ASSOCIATIONS

Alger: distribution graduelle de 7000 kits alimentaires aux familles nécessiteuses durant le mois de Ramadhan



La fondation "Ness El khir" a entamé une opération de distribution graduelle de plus de 7000 kits alimentaires au profit des familles nécessiteuses et des catégories vulnérables résidant à travers les communes d'Alger, et ce dans le cadre des opérations de solidarité pour le mois de Ramadhan, a-t-on appris samedi auprès du président de cette association caritative.

Dans une déclaration à l'APS, Tarek Zerrouki a affirmé que depuis le premier jour du mois de Ramadhan, et dans le cadre des activités de la 10ème édition du programme caritatif "Rana h'na" (nous sommes là), la fondation a entamé la distribution de 7000 kits alimentaires au profit des familles nécessiteuses résidant à travers les différentes communes d'Alger afin de contribuer à assurer les produits de base, au regard de la propagation du nouveau coronavirus.

La fondation a programmé également la distribution de près de 10.000 kits alimentaires au niveau national, afin de concrétiser l'action de solidarité pour le mois de Ramadhan qui coïncide cette année avec la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), a précisé M.Zerrouki.

Avec l'appui des opérateurs économiques des secteurs public et privé et avec la facilitation et l'accompagnement assurés par les institutions de l'Etat, l'initiative de la Kheima Géante de l'Iftar, organisée durant les années précédentes sous le slogan "Aji Teftar" (venez partager un Iftar) et qui accueillait jusqu'à 1000 personnes, a été renommée cette année, après la pandémie du nouveau coronavirus, "Njiblek teftar" (Je vous ramène l'Iftar). Ainsi, depuis le début du mois de Ramadhan en cours, près de 1000 repas chauds ont été distribués par jour et acheminés vers les domiciles des familles nécessiteuses et des personnes vivant seules et loin de leurs familles, a ajouté la même source. L'opération d'inscription pour bénéficier des repas chauds se fait via le numéro vert 0560066600. Les cellules d'écoute ainsi que les délégués communaux et de wilayas de la Fondation établissent, avec une coordination locale, les listes pour préparer les repas et les distribuer à travers le réseau des bénévoles en vue de les faire parvenir aux domiciles des familles, dans le respect des conditions d'hygiène et de santé, a-t-il précisé.

3.000 repas peuvent être distribués quotidiennement dans la wilaya d'Alger et plus de 10.000 autres à travers 8 wilayas, a-t-il ajouté.

Les repas sont préparés dans un laboratoire à la cité de Oued Romane, Alger, sous la supervision du cuisinier bénévole Raïssi, selon M. Zerrouki qui précise que la préparation et l'emballage des repas complets se fait suivant les normes sanitaires et les conditions d'hygiène et en respectant la chaîne de froid.

Il a indiqué, par ailleurs, que vu la propagation de la pandémie du coronavirus cette année et l'absence de la Kheima Géante d'El Iftar et des restaurants Rahma durant ce mois de Ramadhan, 30% des repas chauds sont réservés aux ressortissants africains et leur sont distribués au niveau des chantiers et autres quartiers pour les soutenir en cette situation sanitaire exceptionnelle.

Des vêtements pour l'aïd seront distribués au profit des enfants des familles nécessiteuses, a-t-il précisé, ajoutant que les circoncisions collectives habituellement organisées durant ce mois sacré ont été annulées suite à la propagation du coronavirus. Les opérations de don de sang, l'une des principales activités bénévoles durant le ramadhan, ont été gelées, a fait savoir le responsable.

SANTÉ - ENTREPRISES - SOLIDARITÉ

Sonatrach fait don de 420 millions de DA en aides alimentaires durant le mois sacré

Le groupe pétrolier public Sonatrach a fait don d'une contribution de 420 millions de DA en aides alimentaires durant le mois sacré, dans le cadre du soutien des efforts de l'Etat visant l'assistance des familles nécessiteuses, a dévoilé, samedi à Blida, le PDG du groupe, Toufik Hakkar.

Intervenant en marge d'une opération de distribution d'un don de 250 tonnes d'aides alimentaires, offert par le groupe pétrolier, en collaboration avec l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), au profit de la wilaya de Blida, qui est soumise au confinement partiel, pour endiguer le nouveau coronavirus (Covid-19), M Hakkar a fait cas d'une contribution de 420 millions de da de la part du Groupe Sonatrach au titre du soutien des efforts de l'Etat visant l'assistance des familles nécessiteuses, durant ce mois sacré du Ramadhan, a-t-il dit.

Le PDG de Sonatrach, qui était accompagné du SG de l'UGTA, Salim Labatcha, a procédé, à l'occasion, à la remise de ces aides alimentaires (250 tonnes) aux autorités de la wilaya de Blida, représentées par le wali Kamel Nouisser.

Il a souligné la contribution, dans cet élan de solidarité, des employés du Groupe qui ont "fait don d'une journée de leur salaire pour aider leurs frères affectés par cette crise, à travers les différentes régions du pays", a-t-il dit, signalant l'annonce d'un "montant considérable durant cette semaine".

Le groupe Sonatrach fait partie des premières entreprises nationales à avoir contribué à l'effort national de lutte contre cette pandémie, à travers plusieurs aides médicales offertes aux hôpitaux et à l'Institut Pasteur, a-t-il souligné.



Il a fait part d'autres aides programmées dans les prochains jours, sous la forme de matériels acquis, dernièrement, au profit des hôpitaux.

Le responsable a assuré que la non divulgation de ces aides offertes depuis la déclaration de l'épidémie de Covid 19, a été dictée par "un sentiment de devoir à accomplir pour atténuer cette crise sanitaire", a-t-il soutenu. "En tant que partenaire social, l'UGTA a tenu à participer à cette initiative de solidarité pour soutenir les familles nécessiteuses de Blida, en tant que wilaya la plus impactée par cette pandémie", a déclaré, pour sa part, Salim Labatcha. A

l'occasion de la fête des travailleurs (1 mai), le responsable a salué "tous les travailleurs algériens, notamment ceux des premières lignes de lutte contre le Covid-19", a-t-il dit, tout en priant pour l'âme des victimes de ce virus.

Le PDG de Sonatrach s'est rendu au centre médical des employés et retraités du Groupe, sis au centre des affaires "El Wouroud" de Bab Dzair du centre ville de Blida, où il a inspecté les conditions d'accueil des malades de ce centre assurant différentes prestations médicales, tout en garantissant à ses visiteurs, les conditions de prévention et de protection contre le Covid-19.

RAMADHAN - SOLIDARITÉ

Ouargla : l'association "El-Safa" aux côtés des populations démunies à Hassi-Messaoud

L'antenne de l'association caritative "El-Safa" à Hassi-Messaoud (80 km au Sud-est d'Ouargla) s'est engagée dans des actions de solidarité envers les catégories vulnérables à l'occasion du mois de Ramadhan, coïncidant cette année avec les mesures de confinement face à la pandémie de Covid-19, ont indiqué dimanche des membres de l'association.

D'intenses actions caritatives et de bénévolat sont menées avec le concours des comités de quartier de la ville de Hassi-Messaoud, tels que Aissat Idir, les cités 120, 272, 1.660 et 1.850 logements, le quartier Cheikh Bouamama et autres, a affirmé à l'APS le chargé de la communication de l'association, Salah Eddine Sellami.

L'association s'est engagée depuis le début de cette conjoncture, dans le service de repas (chauds et froids) à emporter aux personnes de passage et celles sans domicile fixe SDF notamment, ainsi que la distribution de colis alimentaires dits "Couffin de Ramadhan" aux familles nécessiteuses, aux catégo-



ries vulnérables et celles à faible revenu, a-t-il ajouté.

Environ 550 repas sont servis quotidiennement et 200 colis alimentaires ont été attribués dans le cadre de la première phase de cette initiative de solidarité ramadhaneuse, a-t-il précisé. Toutefois, la mission principale de l'association est le transport de patients nécessiteux, à titre gracieux, vers les structures hospitalières sur le territoire national pour effectuer leurs thérapies, a fait savoir M. Sellami.

"Nos activités ne s'arrêtent pas là, car nous assurons également, le trans-

port funéraire, outre la prise en charge des décès à la morgue de l'Etablissement public hospitalier EPH- Hocine Aït-Ahmed de Hassi-Messaoud, qui s'est doté d'un nouveau compresseur de refroidissement grâce aux efforts fournis par l'association, a-t-il encore révélé.

L'association fonctionne avec des membres bénévoles, dont des praticiens de la santé et des cadres dans différents domaines, qui s'emploient à soutenir les personnes nécessiteuses et celles affectées par les mesures de confinement en contri-

buan à réduire l'impact économique et social de la crise sanitaire induite par le Covid-19, a-t-il souligné.

Selon M.Sellami, les actions de solidarité multiforme de l'association "El-Safa" ont été rendues possibles grâce aux dons de plusieurs bienfaiteurs, dont des entrepreneurs locaux ainsi que la contribution des collègues de l'antenne d'Ouargla.

Parmi les activités caritatives de cette dernière durant le mois sacré au chef-lieu de wilaya, la distribution de 400 colis alimentaires, 2.400 repas d'Iftar (rupture du jeûne) ainsi que la participation à une campagne de don de sang.

Initiée par le mouvement associatif d'Ouargla, cette campagne, qu'a abritée dernièrement le Centre de transfusion sanguine (CTS) à l'EPH-Mohamed Boudiaf d'Ouargla et d'autres structures de santé, à l'instar de la polyclinique de la commune de Ain El-Beida, vise à fournir cette matière vitale aux différents établissements hospitaliers pour la prise en charge des malades.

CLIMAT - RÉCHAUFFEMENT

Les émissions de gaz à effet de serre en baisse, mais pas assez pour empêcher le réchauffement climatique

La pandémie de coronavirus, si elle a provoqué de très nombreuses morts, a contribué à la baisse de la demande en énergie et de la pollution dans le monde entier.

Le ralentissement forcé de l'économie, les avions et autres moyens de transport quasiment à l'arrêt auraient contribué à une réduction de 5,5% des émissions de gaz à effet de serre en 2020, selon le site CarbonBrief.

"Il n'y a rien de réjouissant là-dedans", a contesté auprès de France Info Valérie Masson-Delmotte, climatologue et coprésidente du groupe n°1 du GIEC (groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat).

Il s'agit bien sûr d'une baisse forcée, non causée par des mesures durables engagées par les gouvernements afin de lutter contre le réchauffement climatique.

"Ce n'est pas du tout cela dont nous parlons quand nous parlons de l'action pour réduire les émissions de gaz à effet de serre", a-t-elle expliqué. Selon elle, cette baisse historique n'aidera pas à atteindre l'objectif de réchauffement sous les 2°C d'ici la fin du siècle prévu par l'accord de Paris.

La crise du Covid-19 n'est que limitée dans le temps et les émissions de CO2 n'ont pas assez diminué pour provoquer un changement majeur.

La seule vraie solution est de "transformer tous les grands systèmes de production, notamment énergétique,



en sortant des énergies fossiles", a affirmé la climatologue. "Il faudrait que les émissions mondiales de gaz à effet de serre diminuent d'un quart entre 2010 et 2030, et deviennent zéro net – c'est-à-dire que les émissions résiduelles seraient compensées par une capacité à enlever du CO2 de l'atmosphère et à le stocker – à horizon 2070", a-t-elle précisé à France Info. "Le problème, c'est que plus nous tardons à agir, plus il faudra faire un effort massif, année après année, pour y parvenir", a-t-elle conclu.

Près de 239.000 morts dans le monde

Au moins 238.810 personnes sont mortes à cause de la pandémie de nouveau coro-

navirus depuis son apparition en décembre en Chine, selon un bilan établi par des médias, à partir de sources officielles, samedi.

Plus de 3.354.100 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 195 pays et territoires depuis le début de l'épidémie.

Ce nombre de cas ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations, un grand nombre de pays ne testant que les cas nécessitant une prise en charge hospitalière.

Parmi ces cas, au moins 1.014.700 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Les Etats-Unis, qui ont recensé leur premier décès lié au nouveau coronavirus début février, sont le pays le

plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 65.068 décès pour 1.104.161 cas.

Au moins 164.015 personnes ont été déclarées guéries. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont l'Italie avec 28.236 morts pour 207.428 cas, le Royaume-Uni avec 27.510 morts (177.454 cas), l'Espagne avec 25.400 morts (216.582 cas), et la France avec 24.594 morts (167.346 cas).

La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao), où l'épidémie a débuté fin décembre, a officiellement dénombré au total 82.875 cas (1 nouveau entre vendredi et samedi), dont 4.633 décès (0 nouveau), et 77.642 guérisons.

L'Europe totalisait samedi à 11H00 GMT 140.598 décès pour 1.508.719 cas, les Etats-Unis et le Canada 68.530 décès (1.158.941 cas), l'Amérique latine et les Caraïbes 12.197 décès (231.039 cas), l'Asie 8.820 décès (229.242 cas), le Moyen-Orient 6.857 décès (177.521 cas), l'Afrique 1.688 décès (40.544 cas) et l'Océanie 120 décès (8.102 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des médias, auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

PHILIPPINES - PANDÉMIE Près de 10.000 détenus libérés des prisons philippines

Quelque 10.000 détenus ont été libérés aux Philippines pour tenter d'enrayer la propagation du nouveau coronavirus dans les prisons surpeuplées du pays, a annoncé la Cour suprême samedi. "La Cour est tout à fait consciente du surpeuplement de nos prisons", a déclaré à la presse Mario Victor Leonen, magistrat de la Cour suprême, en annonçant la libération de 9.731 prisonniers, qui attendent leur procès en prison faute de pouvoir payer leur caution.

L'émergence de cas de maladie Covid-19 a été signalée dans certaines des prisons les plus surpeuplées du pays, à la fois chez des détenus et au sein du personnel pénitentiaire. La distanciation sociale est quasi-impossible dans les établissements pénitentiaires philippins, dans lesquels les cellules accueillent parfois jusqu'à cinq fois plus de détenus que prévu, en raison d'infrastructures inadaptées et d'un système judiciaire lent et surchargé. La surpopulation dans les prisons s'est aggravée depuis l'arrivée au pouvoir en 2016 du président Rodrigo Duterte et sa croisade contre le trafic de drogue qui a jeté des milliers de personnes en prison. Parmi les prisons ayant fait état de cas de Covid-19, figure la Prison municipale de Quezon, dans la capitale Manille, un établissement tellement surpeuplé que les détenus dorment à tour de rôle sur des escaliers ou des terrains de basketball en extérieur. Les cas les plus nombreux ont été recensés dans deux prisons de l'île de Cebu, au centre de l'archipel, qui comptaient vendredi un total de 348 infections sur plus de 8.000 détenus. Tous ces cas ont poussé les groupes de défense des droits humains à appeler à la libération anticipée de détenus accusés d'infractions non violentes, ainsi que des prisonniers malades et de ceux âgés. Les Philippines ont fait état de 9.000 cas recensés de Covid-19, dont 603 mortels, sur leur territoire.

BOLIVIE 6 personnes, dont 4 Espagnols, tuées dans un accident aérien

Six personnes ont péri samedi dans un accident aérien dans le nord-est de la Bolivie, dont quatre Espagnols qui devaient être rapatriés alors que les frontières sont fermées en raison du Covid-19, a annoncé l'armée bolivienne.

"En effectuant une opération d'aide humanitaire, (l'avion) a subi un accident alors qu'il transportait des citoyens espagnols pour leur rapatriement", a indiqué l'armée de l'air dans un communiqué. L'appareil militaire devait aller de Trinidad vers la ville de Santa Cruz, dans le centre de la Bolivie, où les quatre passagers qui ont été tués, trois Espagnols et une Bolivienne ayant la double nationalité espagnole, comptaient embarquer sur un vol humanitaire en direction de l'Espagne, où des sources militaires.

Les deux pilotes boliviens ont eux aussi été tués dans l'accident, survenu peu après le décollage du bimoteur militaire de l'aéroport de Trinidad, en un lieu appelé Laguna Suarez, à 10 kilomètres de la ville. L'appareil transportait de l'aide alimentaire humanitaire ainsi que des tests au coronavirus qui devaient être traités dans un laboratoire de Santa Cruz. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de l'accident.

ITALIE - ÉPIDÉMIE - ÉCOLE

Des crèches rouvriront en juin avant une révolution éducative

Les écoles resteront fermées jusqu'en septembre en Italie, mais des crèches et écoles maternelles pourraient rouvrir en juin, avant le lancement d'une révolution des méthodes d'enseignement, rapporte samedi la presse italienne.

Ces réouvertures se feraient pour des petits groupes de 3 à 6 enfants de 0 à 6 ans, dont la température serait contrôlée à l'entrée, détaille le quotidien Corriere della Sera, citant un projet du ministère de l'Éducation.

Les enfants ne porteraient pas de masques, mais le personnel enseignant y serait contraint.

Beaucoup en Italie relèvent que la fermeture jusqu'en septembre des écoles pénalise notamment les femmes qui travaillent. Mais le Premier ministre Giuseppe Conte a insisté à plusieurs

reprises sur le potentiel de contagion qu'auraient les enfants et le risque de voir reprendre la pandémie et d'infecter les professeurs. L'Italie a le corps professoral le plus âgé des pays de l'OCDE, presque 60% des enseignants ayant plus de 50 ans. Plus de 8,5 millions de jeunes Italiens sont privés d'école depuis le début du confinement du pays le 10 mars.

Faute d'ordinateurs à la maison, beaucoup n'ont pu suivre les programmes d'école à distance.

Dans La Repubblica, le chef du comité chargé de préparer la rentrée de septembre, Patrizio Bianchi, a prévenu que l'enseignement devrait être révolutionné. Selon lui, trois milliards d'euros devront être investis chaque année durant cinq ans pour restructurer un système éducatif à bout de souffle et développer l'ensei-

gnement à distance. Il souhaite la mise en place d'"une grande plateforme digitale entièrement dédiée à l'éducation scolaire".

"Ce sera la base d'un nouveau style d'enseignement", poursuit-il.

Le responsable entend également développer l'école en extérieur: "Le Trentin (Nord) devra tirer profit de ses bois, Milan de ses musées, Rome de ses parcs", a-t-il dit. La disposition des classes devra être repensée, avec beaucoup moins d'enfants, disposés en demi-cercle et non plus en rangs, dit-il. Et les professeurs devraient être revalorisés, a encore expliqué Patrizio Bianchi. Plus de 28.000 personnes sont mortes de la maladie Covid-19 depuis le 21 février en Italie, deuxième pays le plus touché au monde par l'épidémie en nombre de décès.

GUINÉE BISSAU - MADAGASCAR

Bissau réceptionne la boisson présumée anti-Covid made in Madagascar

La Guinée-Bissau a réceptionné samedi des cartons d'une potion promue par le président de Madagascar comme un remède au Covid-19 et vouée selon les responsables des deux pays à être distribuée en Afrique de l'Ouest, ont rapporté des médias. Le président de Guinée-Bissau, Umaro Sissoco Embaló, récemment reconnu par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) après s'être auto-proclamé, s'est déplacé en personne à l'aéroport Osvaldo Vieira de Bissau pour accueillir l'Airbus en provenance d'Antananarivo transportant la cargaison, présentée comme un don de Madagascar.

La Guinée-Bissau et la Guinée-Equatoriale, qui l'a précédé jeudi soir, sont les deux premiers pays à avoir officiellement pris livraison de Covid-Organics. Mais, dans ce qui ressemble à un exercice diplomatique aux visées à établir, les cartons acheminés samedi en Guinée-Bissau sont destinés non seulement à ce dernier pays, mais aussi aux 14 autres mem-

bres de la Cédéao, a dit aux journalistes le chef de cabinet de M. Embaló, Califa Soares Cassama, malgré le scepticisme entourant la pot ion. Le président malgache Andry Rajoelina remerciait vendredi sur les réseaux sociaux M. Embaló d'assumer la distribution en Afrique de l'Ouest. Aucune précision n'a été fournie quant à la manière dont la Guinée-Bissau, avec ses moyens, allait mener à bien cette distribution, a fortiori dans le contexte compliqué du Covid-19.

Le président malgache vante les vertus curatives et préventives de ce breuvage à base d'artémisia, une plante à l'efficacité prouvée dans les multithérapies contre le paludisme, et d'autres herbes qui poussent à Madagascar. Il répétait vendredi que les patients traités au Covid-Organics avaient été totalement guéris au bout de dix jours. Il exprimait aussi sa volonté de venir en aide à toute l'Afrique. L'efficacité du Covid-Organics contre le Covid-19 n'a pourtant fait l'objet d'aucune étude scientifique publiée. L'Organisation mondiale de la

santé (OMS) souligne qu'en ce qui la concerne la décoction n'a pas été testée quant à son efficacité et son innocuité.

La Guinée-Bissau, pays pauvre et chroniquement instable d'1,8 million d'habitants, a déclaré officiellement plus de 200 cas de contamination, parmi lesquels le Premier ministre Nuno Gomes Nabiam et quatre autres membres du gouvernement. Elle a fait état d'un décès du Covid-19. M. Embaló, qui avait dépêché son ministre de la Défense Sandji Fati à Madagascar pour l'opération, a dit son intention de faire tester le breuvage par des membres éminents du gouvernement, dont le Premier ministre.

Le ministre de la Santé de Guinée-Equatoriale, Salomon Nguema Owono, a dit pour sa part à la télévision d'Etat que le Covid-Organics serait distribuée sous sa forme préventive aux personnes saines et sous sa forme curative, à titre expérimental pendant 14 jours, aux patients hospitalisés.

A L G É R I E - S A N T É

PR BENBOUZID

"La réalisation d'un nouveau centre hospitalier universitaire à Sétif, une priorité pour le gouvernement"



Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a indiqué samedi à Sétif, que la réalisation d'un nouveau centre hospitalier dans cette wilaya constitue "une priorité pour le gouvernement en vue de fournir de meilleurs services de santé à la population et de répondre aux besoins accrus dans ce domaine".

S'adressant au staff médical du centre hospitalier universitaire, CHU- Mohamed Abdenour Saâdna en marge de la visite du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, le ministre de la Santé a affirmé que "la wilaya de Sétif a réellement besoin d'un nouveau C.H.U eu égard à sa grande superficie et sa contribution dans les domaines de la science, la médecine et la culture". M. Benbouzid, a révélé que ce projet qui concerne également les wilayas de Constantine, Batna et Annaba, "sera discuté après la crise sanitaire du Covid-19" et ce dans le cadre "des instructions visant à organiser le secteur de la santé et à fournir de meilleurs services de santé au citoyen". Revenant sur l'épidémie de Covid-19, le ministre de la Santé a fait s avoir qu'un conseil scientifique, composé d'experts dans les spécialités liées à cette épidémie à savoir l'épidémiologie, l'infectiologie et la médecine interne, se trouve actuellement au ministère de tutelle avec pour mission de retracer l'évolution de cette maladie et de suivre les informations liées à ce domaine afin de renforcer la lutte contre le Coronavirus.

M. Benbouzid a, par ailleurs, affirmé que "le protocole de traitement appliqué actuellement a réduit le nombre de décès", soulignant que son département s'emploie à lutter contre la propagation de Covid-19 en renforçant les structures de santé par tous les moyens nécessaires.

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière avait assisté, aux côtés du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Chems Eddine Chitour et de la délégation accompagnant le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, à un exposé sur la situation épidémiologique dans la wilaya de Sétif qui depuis le 23 mars dernier a enregistré 233 cas de Covid-19 pour 100 guérisons et 28 décès. La délégation ministérielle s'est également enquis des capacités logistiques dont dispose la wilaya de Sétif, essentiellement réparties entre les communes d'Ain Azel, El Eulma, Ain Ouelman, Ain Kebira et Beni Ouartilane, en plus du chef-li eu de wilaya.

CORONAVIRUS-TRAITEMENT Mascara: hausse du nombre des guéris du Covid-19 à 56

Le nombre de personnes guéries du Covid-19 ayant quitté l'hôpital "Issaad Khaled" de Mascara a atteint 56 après que 22 aient quitté l'hôpital vendredi soir, selon un communiqué de la direction de la santé et de la population de la wilaya.

Les analyses de l'institut Pasteur ont fait part de la guérison de 22 malades dont la plupart de la commune de Ghriiss, pour leur permettre de quitter l'hôpital. Le nombre de guéris ayant quitté l'hôpital "Issaad Khaled" a atteint 56 cas depuis l'apparition du coronavirus. Para ailleurs, d'autres malades atteints du Covid 19 sont traités au niveau de l'hôpital de référence "Issaad Khaled", selon les premiers résultats de l'institut Pasteur et il est attendu ceux des deuxièmes analyses pour confirmer leur guérison totale du coronavirus et leur permettre de quitter l'hôpital.

CORONAVIRUS

141 cas confirmés et 6 décès en Algérie en 24 heures

Cent-quarante-et-un (141) cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et six (6) décès ont été enregistrés lors des dernières 24 heures en Algérie, portant ainsi le nombre des cas confirmés à 4295 et celui des décès à 459, a indiqué samedi le porte-parole du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Djamel Fourar.

Les nouveaux décès ont été enregistrés dans les wilayas de Bordj Bou Arreridj (2), Alger (1), Tipasa (1), Tiaret (1) et Ouargla (1), a précisé M. Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la situation pandémique du Covid-19, ajoutant que le nombre des cas confirmés sont répartis sur les 48 wilayas du pays. Le nombre des cas guéris a augmenté à 1872, dont 51 durant les dernières 24 heures, a fait savoir M. Fourar.

Pour les tranches d'âges, les personnes âgées entre 25 et 60 ans représentent 56% du total des cas confirmés au Covid-19, alors que 66% des cas de décès concernent les personnes âgées de 65 ans et plus. M. Fourar a fait également savoir que 26 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas ce samedi, alors que 15 wilayas ont enregistré entre un (1) et 5 cas et 7 autres ont enregistré plus de 5 cas.

Blida, Alger, Tipasa et Bordj Bou Arreridj sont parmi les wilayas qui ont recensé le plus grand nombre de cas durant les dernières 24 heures.

Il a indiqué, en outre, que le nombre de cas sous traitement s'élève à 7,305 et comprend 2902 cas confirmés suivant



l'analyse du laboratoire et 44403 cas suspects diagnostiqués par radiologie et scanner, précisant que 26 patients sont toujours en soins intensifs.

Le même responsable a indiqué que la décision de réduire certaines contraintes du confinement a été prise pour alléger les effets socio-écono-

miques en faveur des citoyens, ajoutant que la lutte contre la propagation de cette pandémie relève du devoir de tous les citoyens et à travers tout le pays, nécessitant le strict respect des règles d'hygiène et de la distanciation dans les marchés et les locaux commerciaux.

VISITE DU PREMIER MINISTRE À SÉTIF

"La lutte contre le coronavirus, une responsabilité individuelle et collective"

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a affirmé samedi à Sétif que la lutte contre le coronavirus est devenue aujourd'hui "une responsabilité individuelle et collective", appelant à passer de la solidarité socioéconomique à la solidarité humaine qui amène "le citoyen à prendre conscience qu'il est en danger". Au cours de sa rencontre avec les cadres du secteur sanitaire au CHU "Mohamed Abdenour Saâdna", le Premier ministre a considéré que "la solution pour sortir de cette crise réside dans la conjugaison des efforts de tous notamment des citoyens par le respect des dispositifs préventifs et le confinement qui sont devenus fondamentaux pour contenir la contagion".

M. Djerad a insisté sur la consolidation de la solidarité durant cette phase particulière par la sensibilisation de chaque citoyen inconscient à la gravité de la situation et à son rôle dans la limitation de la propagation de l'infection.

Le Premier ministre a indiqué que "le peuple algérien a montré depuis le début de la crise qu'il était



capable, en conjuguant ses efforts à ceux de l'Etat, de limiter les risques de propagation de la pandémie" et a invité chaque citoyen à "montrer davantage de conscience en cette phase actuelle et à ne pas renoncer aux comportements qu'il a observé pour préserver sa vie et celles des autres".

"L'Etat a pris des mesures d'allègement des dispositifs de confinement pour aider à la fois les commerçants et les citoyens et réduire l'impact matériel et psychologique de ces mesures mais à condition de respecter les mesures préventives pour empêcher

la propagation du virus", a-t-il dit.

Selon M. Djerad, une des premières causes à l'origine de la récente augmentation des cas d'infection par le virus a été le non-respect de ces conditions et l'affluence des citoyens vers les marchés et les commerces.

Il a ajouté que "ce non-respect s'il persiste conduira à l'application du plan +B+ à savoir, "le renoncement à ces certaines décisions prises par le gouvernement pour faciliter la vie aux citoyens".

Le Premier ministre a exhorté les autorités et élus locaux à sensibiliser la popu-

lation au danger de la situation et au respect des mesures préventives et obligations contenues dans la décision d'élargissement des activités autorisées.

Il a en outre salué les efforts déployés par les staffs médicaux dans la lutte contre le coronavirus depuis son apparition et a relevé "qu'un travail colossal a été fait pour combattre cette épidémie en dépit du manque au début de certains moyens". "Ces énergies algériennes se sont dressées comme un seul homme pour affronter rapidement cette épidémie, contenir ses risques et limiter sa propagation dans le pays", a affirmé le Premier ministre. M. Djerad a évoqué les efforts du gouvernement déployés immédiatement après l'apparition des premiers cas d'infection par le virus à travers les mesures prises, des décisions et de la sensibilisation de la population au danger de la situation ainsi que de plusieurs initiatives dont la création au niveau du premier Ministère d'un conseil scientifique de spécialistes en infectiologie et en d'autres domaines.

MOSTAGANEM 34 personnes guéries du Covid-19

Trente quatre personnes ont guéri du coronavirus dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris samedi du directeur de wilaya de la Santé et de la Population, Toufik Mohamed Khelil. Ainsi, 24 malades rétablis ont quitté l'établissement hospitalier "Ernesto Che Guevara" de Mostaganem, sept malade celui de Ladjel Belatreche d'Ain Tédélès, tandis que trois autres ont quitté l'hôpital "Hamadou Hocine" de Sidi Ali

après avoir reçu un traitement à base de chloroquine, a-t-il précisé. Le responsable a souligné que les cas de guérison a augmenté de 12 cas en deux semaines, prant le nombre total samedi à 34 malades guéris entre un mois et 68 ans. Cinq malades totalement guéris, dont un nourrisson d'un mois et sa mère, ont quitté l'hôpital d'Ain Tédélès, a ajouté M. Khelil.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

Près de 239.000 morts dans le monde

Au moins 238.810 personnes sont mortes à cause de la pandémie de nouveau coronavirus depuis son apparition en décembre en Chine, selon un bilan établi par des médias, à partir de sources officielles, samedi à 11H00 GMT.

Plus de 3.354.100 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 195 pays et territoires depuis le début de l'épidémie. Ce nombre de cas ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations, un grand nombre de pays ne testant que les cas nécessitant une prise en charge hospitalière.

Parmi ces cas, au moins 1.014.700 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Les Etats-Unis, qui ont recensé leur premier décès lié au nouveau coronavirus début février, sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 65.068 décès pour 1.104.161 cas. Au moins 164.015 personnes ont été déclarées guéries. Après



les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont l'Italie avec 28.236 morts pour 207.428 cas, le Royaume-Uni avec 27.510 morts (177.454 cas), l'Espagne avec 25.100 morts (216.582

cas), et la France avec 24.594 morts (167.346 cas).

La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao), où l'épidémie a débuté fin décembre, a officiellement dénombré

au total 82.875 cas (1 nouveau entre vendredi et samedi), dont 4.633 décès (0 nouveau), et 77.642 guérisons.

L'Europe totalisait samedi à 11H00 GMT 140.598 décès pour 1.508.719 cas, les Etats-Unis et le Canada 68.530 décès (1.158.941 cas), l'Amérique latine et les Caraïbes 12.197 décès (231.039 cas), l'Asie 8.820 décès (229.242 cas), le Moyen-Orient 6.857 décès (177.521 cas), l'Afrique 1.688 décès (40.544 cas) et l'Océanie 120 décès (8.102 cas). Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des médias, auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

ETATS-UNIS

1.435 nouveaux décès dus au coronavirus en 24 h (Johns Hopkins)

Le coronavirus a fait 1.435 morts aux Etats-Unis au cours des dernières 24 heures, a annoncé samedi l'Université Johns Hopkins, ce qui porte le bilan total américain à plus de 66.000 décès.

A 20h30 heure locale samedi (00h30 GMT dimanche), l'université, dont le comptage fait référence, avait enregistré plus de 1,1 million de cas d'infection au Covid-19 et 66.224 décès, soit une hausse de 2% par rapport au bilan de vendredi.

Les Etats-Unis sont de loin le pays qui a le plus grand nombre de décès dus à la pandémie.

FRANCE

166 décès en 24h en France, 24.760 au total

Le coronavirus a fait 166 décès supplémentaires en 24 heures en France, a annoncé samedi le ministère de la Santé, ce qui porte le nombre total de morts à 24.760 depuis le 1er mars.

Sur ce total, 15.487 personnes sont décédées dans les hôpitaux et 9.273 dans les établissements médico-sociaux, indique le ministère dans un communiqué.

La pression sur les services de réanimation continue à s'amoinrir, avec 51 patients Covid-19 en moins, mais le nombre total de malades hospitalisés dans ces services reste supérieur aux capacités initiales.

"Les cartes de synthèse de suivi de l'épidémie montrent une évolution importante aujourd'hui : les tensions hospitalières en région PACA (sud-est) diminuent, ce qui entraîne le passage de l'ensemble de ses départements du « orange » au « vert » en vue du déconfinement prévu à partir du 11 mai, selon le communiqué.

La nouvelle carte qui fait la synthèse de deux indicateurs (circulation active du virus et les capacités de réanimation) comporte désormais 32 départements rouges (inchangé), 22 oranges (contre 28 la veille) et 47 verts (contre 41 la veille), est-il précisé.

Dans les départements en vert, une moindre présence du virus permettra d'organiser un déconfinement plus large.

Ceux en orange (une catégorie provisoire) ne présentent qu'un seul des deux critères favorable - la circulation active du virus ou les capacités en réanimation.

Le 7 mai, ne resteront que deux catégories - vert et rouge - qui détermineront le niveau de relâchement des restrictions mise en oeuvre depuis le 17 mars.

FRANCE

L'état d'urgence sanitaire en France prolongé jusqu'au 24 juillet

Le gouvernement français a décidé samedi de prolonger de deux mois, jusqu'au 24 juillet, l'état d'urgence sanitaire en vigueur pour lutter contre l'épidémie de Covid-19, a annoncé le ministre de la Santé Olivier Véran.

Effectif depuis le 24 mars, l'état d'urgence sanitaire est prorogé car sa levée le 23 mai "serait prématurée", "les risques de reprise épidémique" étant "avérés en cas d'interruption soudaine des mesures en cours", indique le projet de loi examiné samedi en conseil des ministres et qui doit être soumis à partir de lundi au Parlement.

Le texte précise notamment les conditions de quarantaine des personnes arrivant en France et atteintes du

virus. Il porte aussi sur la mise en oeuvre d'un "système d'information" concernant les personnes malades et leur entourage pour une durée maximale d'un an.

Il vise à "conforter le cadre juridique" et l'"élargir" pour "y intégrer les enjeux du déconfinement", qui doit débuter le 11 mai, a indiqué Olivier Véran à l'issue du conseil des ministres. "Nous allons devoir vivre pour un temps avec le virus", a-t-il souligné. "Apprendre à vivre avec le virus s, voilà l'enjeu des prochains mois", a renchéri le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner.

Le nouveau coronavirus a fait 24.594 morts en France selon le dernier bilan officiel communiqué vendredi soir.

ETATS-UNIS

New York ferme ses hôpitaux de campagne

Un hôpital de campagne aménagé dans Central Park pour traiter les malades du Covid-19 va fermer, a annoncé samedi l'organisation qui s'en occupe, signe supplémentaire, après le départ d'un navire-hôpital militaire, que la pandémie ralentit à New York.

Samaritan's Purse, une organisation humanitaire évangélique, avait installé fin mars, au plus fort de la crise, une douzaine de tentes équipées de respirateurs artificiels sur une aire de jeu du célèbre parc new-yorkais, en face d'un hôpital.

Elle a traité au total 191 personnes infectées par le nouveau coronavirus, mais arrêtera à partir de lundi d'accueillir de nouveaux patients, a-t-elle fait savoir dans un communiqué, précisant qu'elle n'enlèverait ses tentes que dans deux semaines le temps de s'occuper de ceux s'y trou-

vant actuellement. "Cela marque un tournant important dans l'épidémie de coronavirus à New York, car cela veut dire que le nombre de cas baisse suffisamment pour que le système de santé local puisse répondre aux besoins", écrit Samaritan's Purse.

Cette annonce intervient deux jours après le départ du gigantesque navire-hôpital militaire USNS Comfort, arrivé le 30 mars dans le port de Manhattan dans le cadre d'une vaste opération visant à doubler le nombre de lits d'hôpital dans l'Etat de New York, épicentre américain de l'épidémie. Mais le nombre d'hospitalisations s'est avéré nettement au-dessous des prévisions les plus pessimistes, et l'hôpital de campagne mis en place dans le centre de conférences new-yorkais Javits Center, avec une capacité de près de 3.000 lits, doit aussi fermer la semaine pro-

chaine. Le gouverneur de l'Etat de New York Andrew Cuomo a annoncé samedi que 299 personnes y avaient succombé du Covid-19 au cours des dernières 24 heures, portant le bilan à près de 19.000 décès depuis le début de la pandémie.

Des avions de chasse américains des patrouilles acrobatiques de la Marine, les "Blue Angels", et de l'Armée de l'air, les "Thunderbirds", ont par ailleurs survolé samedi Baltimore (Maryland), Atlanta (Géorgie) et la capitale, Washington, pour rendre hommage aux soignants et secouristes.

Des manifestations étaient prévues au cours de la journée dans plusieurs villes des Etats-Unis, notamment dans le New Hampshire, le Kentucky et en Californie, pour demander un assouplissement des mesures de confinement.

Etats-Unis: les médicaments contre l'hypertension n'augmentent pas le risque de Covid-19

Les médicaments contre l'hypertension n'augmentent pas le risque de contracter la maladie du Covid-19 ou d'en développer des formes sévères, concluent trois études publiées samedi dans le New England Journal of Medicine. Les études ont porté sur deux classes de médicaments, qui sont également donnés aux

personnes diabétiques. Ces médicaments se terminent généralement en -pril, tels que lisinopril, et d'autres tels que valsartan et losartan. Une crainte avait été formulée à la suite d'études animales montrant que ces molécules risquaient d'augmenter dans le corps la présence de protéines appelées ACE2, qui servent de portes d'entrée au

nouveau coronavirus chez l'homme.

Les trois études se basent sur les dossiers médicaux de milliers de patients ayant fait un test pour le nouveau coronavirus. Les chercheurs ont tenté de trouver une éventuelle corrélation entre la prise de ces médicaments et l'infection. "Nous n'avons trouvé aucune différence" entre ceux qui

prenaient ces médicaments et les autres, selon Harmony Reynolds, de l'école de médecine de l'université de New York, qui a mené l'une des études portant sur 12.600 personnes.

"Je suis contente de pouvoir dire à mes patients qu'ils peuvent continuer à prendre leurs médicaments contre l'hypertension", dit-elle.

Peut-on vivre sans vésicule biliaire ?

La vésicule biliaire est une sorte de petit réservoir placé sous le foie, qui sert à stocker la bile entre chaque repas. On y prête rarement attention, jusqu'à ce qu'elle se réveille et crée des problèmes.

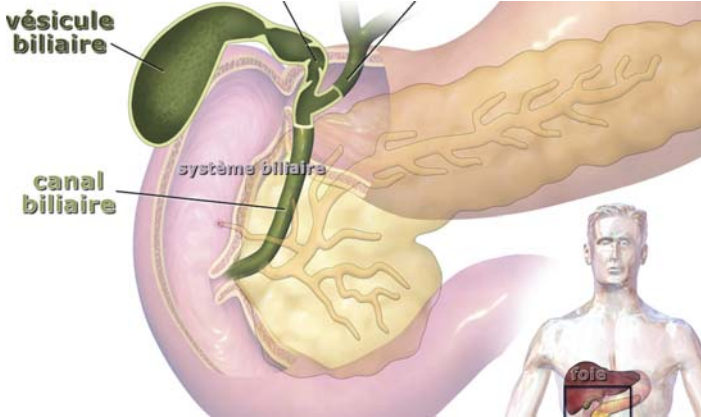
Oui, on peut vivre sans vésicule biliaire. Ce qui ne veut pas dire pour autant qu'elle ne sert à rien ! Ce petit organe placé sous le foie est là pour stocker la bile et la relâcher au moment des repas pour digérer les graisses et aider l'organisme à absorber les vitamines. Ce processus se déroule sans qu'on y prête attention. Jusqu'à ce que des douleurs indiquent que la vésicule ne fonctionne plus correctement. Une échographie abdominale est alors prescrite pour voir ce qui ne va pas.

C'EST QUOI LES CALCULS BILIAIRES ?

Le principal problème lié à la vésicule est la lithiase vésiculaire (plus connue sous le nom de calculs biliaires). Les calculs peuvent être aussi petits que des grains de sable au début et devenir aussi gros qu'une balle de golf. Dans plus de 80 % des cas, ils n'engendrent aucun symptôme ni aucune gêne. Mais parfois ils peuvent se déplacer pendant l'expulsion de la bile dans le canal cystique, provoquant une douleur appelée colique hépatique, accompagnée de nausées et de vomissements. La crise peut durer de quelques minutes à quelques heures, jusqu'à ce que le calcul se déplace. Après une crise, il est important de consulter le médecin qui confirmera le diagnostic et vérifiera qu'il n'y a pas de complications comme la cholécystite aiguë ou l'angiocholite.

C'EST QUOI LA CHOLÉCYSTITIS AIGÜE ?

Si le canal cystique reste obstrué trop longtemps par des calculs, cela provoque une inflammation (voire une infection) de la vésicule appelée cholécystite aiguë. Pour confirmer le diagnostic, le médecin prescrit une échographie abdominale parfois accompagnée d'une écho endoscopie (on introduit



un endoscope par la bouche) afin d'étudier la vésicule de plus près. En cas de cholécystite aiguë, les médicaments antidouleur et antispasmodiques peuvent soulager les symptômes mais le seul traitement consiste à enlever la vésicule biliaire. Cette opération est appelée cholécystectomie.

C'EST QUOI UNE ANGIOCHOLITE ?

L'angiocholite est une infection importante

du cholédoque (la voie biliaire principale) qui empêche l'écoulement de la bile. Le diagnostic repose sur l'apparition de douleurs, d'une fièvre élevée et d'un ictère (jaunisse) dans un délai de 24 à 72 heures. En général, la crise est enlevée diagnostiquée et ne dure que quelques jours sous antibiotiques. A la suite de quoi une intervention chirurgicale est proposée pour éviter tout risque infectieux grave.

Y A-T-IL UN RISQUE DE CANCER DE LA VÉSICULE BILIAIRE ?

La présence de calculs biliaires peut provoquer une irritation chronique qui peut à son tour générer un cancer. Il peut être difficile à diagnostiquer et la tumeur n'apparaît souvent que lorsqu'elle envahit les tissus et organes voisins. C'est pourquoi la cholécystectomie est pratiquée lorsque la vésicule abrite de gros calculs.

VÉSICULE : QUAND SE FAIRE OPÉRER ?

Chaque année, près de 70 000 personnes se font retirer la vésicule biliaire sans problème. Mais, comme toute opération, elle ne doit être effectuée que lorsqu'elle est vraiment nécessaire. Le point avec le Dr David Guinier, spécialiste en chirurgie générale et viscérale au CHU de Lorient.

La vésicule biliaire est un organe qui concentre et stocke la bile produite par le foie. Composée notamment de cholestérol et de sels biliaires, la bile sert à digérer les graisses. Mais en raison de divers facteurs (diabète, grossesse à risque, obésité), il peut arriver que se forment des cristaux biliaires. Ces cailloux vont obstruer la vésicule, occasionnant ainsi des douleurs importantes.

Quelles sont les indications ?

L'ablation de la vésicule biliaire (appelée cholécystectomie) est une opération qui est généralement effectuée le plus souvent par laparoscopie : plus de cicatrice sur le ventre, on pratique une petite incision dans le nombril, ce qui est beaucoup plus discret ! Si elle nécessite une anesthésie générale, elle peut néanmoins être pratiquée en ambulatoire. C'est à-dire qu'on rentre chez soi le soir de l'opération, avec pour consigne de manger léger pendant 48 heures.



Indications pour la cholécystectomie
L'opération est indiquée en présence de calculs dans la vésicule provoquant des douleurs abdominales, voire une infection. « Le plus souvent, ces calculs sont des agglomé-

rats de cristaux de cholestérol qui se forment lorsque la bile stagne dans la vésicule et lorsqu'il existe un déséquilibre entre les différents constituants de la bile », explique le Dr David Guinier. Si l'on ne sait pas expliquer pourquoi certaines personnes font des calculs biliaires et d'autres non, les médecins ont identifié des facteurs de risque.

Une perte de poids importante chez des patients obèses

un diabète dans une moindre mesure. La grossesse, ou la prise prolongée de la pilule, augmentent le risque de calculs.

C'est plus fréquent chez les femmes, notamment après 50 ans, sans doute en raison d'une diminution de l'efficacité de la contraction de la vésicule. L'intervention est aussi indiquée en cas de cancer (peu fréquent), si sa prise est calcifiée (on parle de vésicule « porcelaine »). Ou si l'on découvre des polypes, car cela constitue un facteur de risque de cancer.

Y a-t-il des alternatives à l'opération ?

Si la présence de calculs ne provoque pas de symptômes, qu'on les découvre à l'occasion d'un examen pratiqué pour une autre raison, qu'ils mesurent moins de 3 cm de

diamètre, l'intervention chirurgicale n'est pas nécessaire, souligne notre expert.

Il existe par ailleurs une alternative. « Des médicaments permettent de dissoudre les calculs, mais on ne peut les prescrire que si la vésicule est fonctionnelle, indique le Dr Guinier. Les calculs doivent aussi être non calcifiés, mesurer moins de 5 mm et n'obstruer aucun canal d'évacuation de la bile. Ces traitements ne sont efficaces que dans 80 % des cas et on observe une récidive chez la moitié des patients traités dans les cinq ans. » La cholécystectomie reste donc la norme en cas de calculs géants.

Quelles suites opératoires ?

L'ablation de la vésicule biliaire n'a quasiment aucun impact négatif sur la vie du patient. « Elle se contracte au moment de la digestion, excréant alors la bile, qu'elle contient. Mais, de façon surprenante, les patients qui n'ont plus de vésicule ne présentent pas plus de problème digestif que les autres. Quelques-uns ont plus de mal à digérer certains aliments, mais pour d'autres c'est le contraire », remarque notre spécialiste. Quelques diarrhées peuvent survenir après l'opération mais, généralement, elles disparaissent avec le temps. Et aucun régime particulier n'est recommandé.

Les aliments superstars pour le foie

Il y a les aliments que notre foie n'aime pas du tout car ils le déforment à petit feu. Mais fort heureusement il y a aussi des nutriments qui le protègent. Petite liste des aliments les plus protecteurs. Certains aliments ont ce que l'on appelle un "effet délétère" sur le foie, c'est-à-dire qu'ils le mettent en danger et le détraquent peu à peu. C'est le cas de l'alcool bien sûr mais aussi des acides gras trans ou du sucre. Mais fort heureusement, il y a aussi ce que le Dr Ibrahim Hanoune, auteur de Je dépollue mon foie et je protège mon cœur, appelle les "superstars qui protègent le foie".

LES OMÉGA-3

Une étude récente a montré que les femmes qui avaient une consommation alimentaire d'oméga-3 plus élevée avaient un microbiote intestinal plus diversifié. On en revient donc très vite encore à la bonne santé de l'axe foie-intestin. Mais les acides gras oméga-3 diminuent aussi le taux de lipides dans le sang, réduisant ainsi le risque de fibrose du foie. Vous en trouvez essentiellement dans les poissons gras, les noix, les graines de lin ou les fruits à coque.

LES ÉPICES

Curry, curcuma, piment en poudre ou paprika... ont des effets bénéfiques sur le foie du fait de leurs propriétés antioxydantes mais aussi grâce à leur capacité à stimuler les enzymes de la détoxification. Dans vos menus quotidiens, n'hésitez pas à remplacer le sel, mauvais pour le foie, par des épices et herbes aromatiques.

LE THÉ VERT

Une étude récente a montré qu'une consommation modérée de thé vert (une tasse par jour) réduisait le risque de développer une maladie du foie (fibrose, hépatite virale ou stéatose hépatique non alcoolique) du fait de sa teneur en polyphénols qui limitent les dommages causés à l'ADN et font baisser le taux de lipides dans le sang. Attention toutefois de ne pas en abuser car le thé vert provoque des effets indésirables sur les cellules à dose élevée.

LA VITAMINE E

Cet antioxydant qui protège l'organisme contre les radicaux libres a des effets bénéfiques sur le foie car il limite la progression de la maladie du foie gras. Pour ne pas dépasser la posologie recommandée de 12 mg par jour (surtout si vous souffrez de troubles de la coagulation ou de maladies cardiovasculaires), mieux vaut privilégier les sources naturelles de vitamine E. Vous en trouvez dans les huiles végétales, les fruits à coque, les céréales complètes et le jaune d'œuf.

Le gras et le sucre, les ennemis de votre foie

Pour protéger votre foie des inflammations et des risques de maladies hépatiques telles que la stéatose du foie gras et le cancer, il est nécessaire de réduire la teneur en gras et en sucre de votre alimentation.

Le régime alimentaire occidental riche en matières grasses et en sucres favorise l'inflammation du foie et le déséquilibre intestinal, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *The American Journal of Pathology*. Ces conclusions ont été obtenues sur des souris et ont été marquées sur les rongeurs mâles.

Les chercheurs du laboratoire de l'UC Davis Health aux États-Unis ont réalisé une expérience avec des souris génétiquement modifiées carencées en FXR, comme les patients atteints de cirrhose du foie ou de cancer du foie qui ont également des niveaux faibles de FXR. Ce marqueur est un outil important pour mieux comprendre le rôle du régime alimentaire et de l'inflammation dans le développement des maladies du foie, y compris le cancer.

TRAITER LE MICROBIOTE DE L'INTESTIN POUR PRÉVENIR LES MALADIES DU FOIE

D'autres données publiées ont déjà montré que les souris déficientes en FXR développent spontanément une stéatohépatite et des tumeurs du foie même lorsqu'elles reçoivent un régime de rongeurs normal. Dans cette étude, les cobayes ont été alimentés soit par un régime alimentaire occidental, soit par un régime de contrôle pendant 10 mois.

Les chercheurs ont trouvé un lien entre le régime occidental et la carence en FXR.

En effet, les souris non modifiées alimentées par le régime occidental et celles carencées en FXR ont développé une stéatose, qui est également plus grave chez les mâles que chez les femelles. Il est intéressant de noter que seules les souris mâles déficientes en FXR ont eu une infiltration massive de lymphocytes et de neutrophiles dans le foie (pour se défendre d'une inflammation), et des adénomes hépatiques (tumeur).

«Nous savons que la transition de la stéatose du foie gras à la stéatohépatite (inflammation dans le foie gras) joue un rôle crucial dans les lésions hépatiques et le cancer. Parce que le foie reçoit



70% de son apport sanguin de l'intestin, il est important de comprendre comment l'intestin contribue au développement de la maladie du foie », a expliqué Yu-Jui Yonnie Wan, professeur et vice-président du département de pathologie et de médecine du laboratoire de UC Davis Health et auteur de l'étude. « Cette étude est importante car elle associe le régime

alimentaire aux changements dans le microbiote intestinal et le profil d'acide biliaire, ce qui ouvre la possibilité que les probiotiques et les médicaments qui simulent les acides biliaires puissent être utiles pour la prévention et le traitement de l'inflammation hépatique et pour lutter contre la progression dans les maladies du foie avancées telles que le cancer ».

Pour réduire le risque de cancer du foie : Brossez-vous les dents !

Des chercheurs irlandais ont découvert qu'une mauvaise hygiène dentaire augmentait le risque de cancer du foie de 75%. Les chercheurs de la Queen's University de Belfast (Irlande) ont étudié les liens entre les problèmes de santé bucco-dentaire et le risque de cancers gastro-intestinaux, notamment le cancer du foie, du côlon, du rectum et du pancréas. Après avoir suivi une cohorte de plus de 495 000 personnes au Royaume-Uni, ils ont découvert qu'une mauvaise santé bucco-dentaire était associée à une augmentation de 75% du risque de carcinome hépatocellulaire, la forme de cancer du foie la plus répandue.

LA BOUTE À LA BACTÉRIE PUSORACTERIUM NUCLEATUM ?
«Une mauvaise hygiène bucco-dentaire a été associée au risque de plusieurs maladies cardiaques comme les accidents vasculaires



cérébraux et le diabète », a expliqué le Dr Haydée Jordão, du Centre de santé publique de l'Université Queen's de Belfast, principal auteur de l'étude. «Nous voulions vérifier le lien

avec les cancers gastro-intestinaux». Les mécanismes biologiques par lesquels une mauvaise santé bucco-dentaire peut être davantage associée au cancer du foie

sont encore à découvrir. La première explication serait le rôle potentiel du microbiome oral et intestinal dans le développement de la maladie. «Le foie contribue à l'élimination des bactéries du corps humain », a déclaré le Dr Haydée WT Jordão. «Lorsque le foie est affecté par certaines maladies telles que l'hépatite ou la cirrhose cette fonction diminue et les bactéries survivent plus longtemps et peuvent donc causer plus de dommages». Une bactérie en particulier, *Fusobacterium nucleatum*, qui prend naissance dans la cavité buccale, pourrait avoir un rôle dans le développement du cancer.

Une autre explication serait que les personnes qui souffrent de problèmes bucco-dentaires consomment des aliments plus mous et potentiellement moins nutritifs, ce qui influence le risque de cancer du foie.

ONU-LIBYE

Le Conseil de sécurité déplore les violations à "répétition" de la trêve

Le Conseil de sécurité des Nations unies (ONU) a exprimé sa préoccupation par les développements en cours en Libye et déploré les violations à "répétition" de la trêve dans le pays. "Les développements en cours en Libye sont très préoccupants", a déclaré le président du Conseil de sécurité, Sven Jurgenson, lors d'une conférence de presse tenue, vendredi, au siège de l'ONU à New York par visioconférence.

M. Jurgenson a en outre déploré les violations à "répétition" des "tentatives d'établir une trêve en Libye". La mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) avait, auparavant, appelé les belligérants libyens à reprendre les discussions, entamées en janvier à Genève, en vue de parvenir à un cessez-le-feu durable.

Dans un communiqué publié jeudi, la mission onusienne a exhorté les protagonistes de la crise libyenne, (le Conseil présidentiel du gouvernement d'union nationale (GNA), reconnu par l'ONU et le maréchal Khalifa Haftar), à "reprendre les pourparlers de la Commission militaire (...) par visioconférence, si nécessaire, afin d'aboutir à un cessez-le-feu durable."

Elle a appelé "toutes les parties à s'abstenir de tout acte ou propos provocateur, susceptible de menacer les perspectives d'une trêve". En effet, l'appel de l'ONU intervient au lendemain de l'annonce par le maréchal Khalifa Haftar, d'une trêve rejetée par le GNA.

Le Conseil présidentiel du GNA a, dans un communiqué publié jeudi, souligné que "tout cessez-le-feu nécessite des garanties internationales".

SAHARA OCCIDENTAL Intensification des appels pour mettre fin à l'occupation du Sahara occidental et à la libération des prisonniers sahraouis

Le Mouvement nigérian pour la libération du Sahara occidental a renouvelé son appel aux autorités d'occupation marocaines pour qu'elles libèrent tous les prisonniers civils sahraouis détenus dans des conditions de santé difficiles en raison de mauvais traitements et de torture, notamment en cette période de pandémie de coronavirus.

Dans un communiqué marquant la Journée internationale du travail, le mouvement nigérian a exprimé sa préoccupation face à "la situation vécue par les détenus sahraouis à la lumière de la propagation de la pandémie de Covid-19, notamment après que 68 cas ont été enregistrés à la prison de Ouarzazate, selon le New York Times, selon des rapports officiels des autorités marocaines".

Le coordonnateur du Mouvement nigérian pour la libération du Sahara occidental, Dr Dipu Fashina, a souligné dans le communiqué que "tandis que les Africains luttent avec d'autres peuples du monde pour mettre fin aux souffrances humaines causées par ce virus, il est temps pour les amoureux de la liberté du monde entier de rejoindre le peuple sahraoui qui se bat pour mettre fin au colonialisme en Afrique".



"Alors que nous célébrons la fête du Travail 2020, nous nous souvenons de l'injustice que nos camarades subissent quotidiennement au Sahara occidental depuis plus de 45 ans, depuis l'occupation marocaine du Sahara occidental, a soutenu Dr Fashina, soulignant la nécessité de "l'unité des mouvements rejetant le colonialisme à travers le monde pour mettre fin à l'occupation du Sahara occidental". Il a rappelé que le Sahara occidental, la dernière colonie en Afrique, "est soumise à l'occupation militaire illégale par le Maroc et avec le soutien de la France et de l'Espagne, tandis que son peuple souffre d'un blocus militaire et médiatique et de l'intimidation, de la torture et de la privation systématique de leurs droits fondamentaux et du pillage de leurs ressources naturelles".

Le coordonnateur du Mouvement nigérian pour la libération du Sahara occidental a également exprimé son profond regret que le processus de

décolonisation au Sahara occidental ait été fortement perturbé en raison de l'invasion militaire et de l'occupation de ses terres le 31 octobre 1975, malgré les efforts continus, africains et internationaux, pour assurer que le peuple sahraoui exerce son droit inaliénable à l'autodétermination et l'indépendance et comme moyen de mettre fin complètement à l'occupation sur le continent.

Le Sahara occidental a été inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ONU et, par conséquent, à l'ordre du jour de la Quatrième Commission et du Comité spécial de l'AG de l'ONU sur la décolonisation (C-24), depuis 1963 en tant que territoire non autonome auquel s'applique la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance des pays et des peuples coloniaux (résolution 1514 (XV) de l'Assemblée, du 14 décembre 1960), comme expressément établi dans toutes les résolutions de l'Assemblée générale.

EGYPTE

18 terroristes tués dans le Sinaï après une attaque de Daech

Les forces de sécurité égyptiennes ont abattu 18 terroristes présumés dans la péninsule du Sinaï (nord-est), deux jours après une attaque meurtrière contre l'armée, revendiquée par le groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech), a indiqué le ministère de l'Intérieur égyptien.

"Le département de la sécurité nationale a reçu des informations au sujet d'un groupe de terroristes

réfugiés dans une maison à Bir al-Abd", une ville dans la province du Nord-Sinaï, a annoncé le ministère dans un communiqué publié dans la nuit de samedi à dimanche.

Les forces de sécurité se sont rendues sur place samedi et ont "visé et tué 18 terroristes après des échanges de tirs avec eux". Des armes et des explosifs ont été retrouvés dans la maison, a précisé

le ministère. Cette opération intervient deux jours après une attaque terroriste de Daech contre un véhicule de l'armée égyptienne à Bir al-Abd, dans laquelle 10 militaires avaient été "tués ou blessés", selon les autorités militaires qui n'ont donné davantage de précisions sur le bilan. Le lendemain de l'attaque, l'armée avait déjà annoncé avoir tué deux terroristes "très dangereux" dans le Sinaï.

OUGANDA-SOMALIE

L'Ouganda suspend la rotation des troupes en Somalie en raison du Covid-19

L'armée ougandaise a suspendu avec effet immédiat la rotation de ses troupes de maintien de la paix en Somalie et le renforcement de ses capacités en Guinée équatoriale en raison de la pandémie de COVID-19, a déclaré, samedi, un porte-parole.

Le brigadier Richard Karemi, porte-parole militaire ougandais, a déclaré aux médias que le haut commandement des Forces de défense du peuple ougandais (UPDF) avait pris la décision de protéger des milliers de soldats dans des missions étrangères.

Cette décision intervient à peine une semaine après qu'un casque bleu ougandais servant dans le cadre de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) eut été testé positif au nouveau coronavirus dans la capitale, Mogadiscio.

"C'est l'une des mesures de sécurité prises contre le COVID-19 à l'égard des troupes de l'UPDF déployées à l'étranger en Somalie et en Guinée équatoriale", a déclaré M. Karemi. La Somalie, la Guinée équatoriale et l'Ouganda luttent actuellement contre l'épidémie de nouveau coronavirus, qui a infecté des centaines



de personnes. L'Ouganda a plus de 6.000 soldats en service sous l'AMISOM dans cette nation instable de la corne de l'Afrique et plus de 100 officiers en Guinée équatoriale aidant à renforcer les capacités et la professionnalisation de l'armée de cette nation ouest-africaine. Le pays d'Afrique de l'Est déploie des troupes en Somalie et en Guinée équatoriale sur une base de rotation d'un an.

APS

LESOTHO Le Premier ministre contesté proche de la sortie

Le Premier ministre contesté du Lesotho Thomas Thabane pourrait quitter ses fonctions dès la semaine prochaine et mettre ainsi fin à la crise politique qui agite le royaume depuis des mois, a suggéré samedi le médiateur sud-africain Jeff Radebe.

Au pouvoir depuis près de trois ans, M. Thabane, 80 ans, est sommé de démissionner par son propre parti, la Convention de tous les Basoto (ABC), et la coalition qui le soutient depuis sa récente mise en cause dans le meurtre de son ex-femme en 2017.

Mais il s'accroche depuis le début de l'année bec et ongles au pouvoir et a même fait brièvement descendre l'armée dans la rue le mois dernier pour "restaurer l'ordre" face à ses adversaires politiques.

La coalition gouvernementale s'est engagée il y a deux semaines auprès de la médiation sud-africaine à permettre un départ "digne" de Thomas Thabane. La promulgation dans les prochains jours d'une réforme constitutionnelle par le roi Letseie III devrait permettre son retrait rapide, a assuré samedi à la presse l'émissaire Radebe à

l'issue d'une série de consultations à Maseru, notamment avec le Premier ministre. "Nous pensons que dès que le roi aura signé cette loi, le Premier ministre pourra confirmer son intention de quitter ses fonctions", a déclaré M. Radebe, sans préciser toutefois si M. Thabane avait approuvé ce calendrier. Le Sénat a adopté mardi un amendement constitutionnel qui impose au chef du gouvernement d'obtenir l'accord d'une majorité de parlementaires - sénateurs ou députés - pour proposer au roi la dissolution du Parlement et l'organisation de nouvelles élections.

Le ministre de la Justice doit "s'assurer que (ce texte) est transmis au plus vite à sa majesté", a précisé M. Radebe, précisant que le roi pourrait "avoir ce document sur son bureau demain (dimanche) ou au plus tard lundi". Un des responsables de la ABC a exclu toute immunité pour M. Thabane, qui n'a pas encore été formellement inculpé par la justice. Enclavé au milieu de l'Afrique du Sud, le Lesotho a connu depuis son indépendance en 1966 une histoire politique instable rythmée de coups d'Etat militaires.

PALESTINE-ISRAËL Dix Palestiniens arrêtés par les forces d'occupation

Dix jeunes palestiniens, dont un ex-prisonnier de la localité d'Al-Issawiya, situé à El Qods occupée, ont été arrêtés dimanche par les forces d'occupation israéliennes, a indiqué l'agence palestinienne Wafa.

Des sources locales, citées par Wafa, ont rapporté que les forces d'occupation avaient fait incursion dans plusieurs quartiers d'Al-Issawiya et ont endommagé plusieurs maisons après avoir fait éclater leurs portes. Elles ont arrêté sept jeunes palestiniens de la localité. Pour les habitants d'Al-Issawiya et d'autres parties d'El Qods-Est occupée, les incursions militaires israéliennes et les démolitions de bâtiments et d'installations sont une réalité quotidienne.

Le village souffre d'une infrastructure médiocre, les ha-

bitants sont constamment réprimés par les forces d'occupation israélienne et toute personne, y compris les enfants, risque une arrestation arbitraire. Dans le nord de la Cisjordanie occupée, précisément dans la ville de Qalqilya, les soldats d'occupation israéliens ont arrêté trois résidents de la localité d'Azzoun à l'est de la ville, y compris un ex-prisonnier après avoir fait incursion dans les domiciles de leurs familles. Azzoun, la localité de 12.000 habitants est en fait entouré de six colonies israéliennes illégales.



SYRIE Un civil syrien a été tué par l'armée américaine, annonce Sana

Des militaires américains ont ouvert le feu vendredi sur une voiture civile qui a fait une sortie de route près du champ pétrolier de Koniko dans la banlieue de Deir ez-Zor en Syrie, a fait savoir samedi l'agence de presse officielle syrienne Sana en citant une source informée. L'homme au volant de la voiture a été tué, précise l'agence. Les forces des Etats-Unis restent présentes dans les gouvernorats syriens d'Hasaké et de Deir ez-Zor, en se concentrant autour de grands gisements pétroliers et gaziers. Les autorités syriennes ont plus d'une fois qualifié les activités de Washington de "banditisme d'Etat" ayant pour objectif de piller les ressources naturelles de la Syrie. Les attaques de groupements armés non identifiés contre des véhicules militaires américains sont devenues de plus en plus fréquentes ces derniers mois dans le nord et le nord-est de la Syrie. Lors d'une récente attaque contre un tout-terrain américain, le 27 avril, deux militaires ont été portés disparus, le véhicule a été détruit.

IRAK 13 personnes tuées dans des attaques de Daech

Treize membres du "Hachd al-Chaabi", une coalition de paramilitaires irakiens intégrés dans l'armée, ont été tués, samedi, dans plusieurs attaques menées dans la province de Salaheddine (nord) par le groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech), a indiqué une source sécuritaire irakienne.

Les membres de l'EI ont mené à l'aube, plusieurs attaques ciblant des sites et des barrages sécuritaires tenus par le Hachd al-Chaabi

dans cette province qui borde Bagdad au nord, faisant 13 morts et 20 blessés, précise cette source.

Cette attaque, la plus meurtrière depuis des mois, intervient après que l'EI a multiplié incursions, assassinats et violences ces dernières semaines.

La semaine dernière, le groupe a revendiqué un attentat suicide ayant fait quatre blessés devant le siège du renseignement à Kirkouk (centre). Depuis début janvier, près de 170 civils et mi-

litaires, ainsi que 135 membres présumés d'EI ont été tués dans des affrontements et des actes de violence, selon les dernières données du ministère irakien de la défense. L'Irak avait déclaré en 2017 la victoire sur "l'EI" avec la récupération de l'ensemble des territoires que l'organisation occupait depuis l'été 2014.

Toutefois, des cellules dormantes persistent dans de larges pans du territoire irakien, et lancent des attaques sporadiques.

CORÉE DU NORD-CORÉE DU SUD Echange de tirs à la frontière inter-coréenne, selon Séoul

La Corée du Nord a tiré dimanche de multiples coups de feu en direction de la Corée du Sud, au niveau de la Zone démilitarisée (DMZ) qui divise la péninsule, entraînant une riposte de l'armée sud-coréenne, a annoncé dans un communiqué l'état-major interarmées. Ce rare échange de tirs s'est produit au lendemain de l'apparition en public de Kim Jong Un, pour la première fois depuis trois semaines,

après des semaines de spéculations et de rumeurs à l'étranger sur son état de santé. Un poste de garde sud-coréen a été touché par plusieurs tirs du Nord dimanche matin et aucune victime n'a été signalée du côté du Sud, a déclaré la même source. "Nos militaires ont riposté par deux séries de tirs et par un message de mise en garde, conformément à notre procédure", a déclaré Séoul. L'armée a indiqué com-

muniquer avec le Nord via une ligne téléphonique directe afin de déterminer les causes de cet incident. Les deux pays sont encore techniquement en guerre depuis l'armistice ayant mis fin à la Guerre de Corée en 1953. Contrairement à son nom, la Zone démilitarisée (DMZ) qui divise la péninsule en deux Etats, est l'un des endroits les plus fortifiés de la planète.

Elle est truffée de clôtures de fil

de fer barbelé et de champs de mines, ce qui rend toute tentative de traversée extrêmement dangereuse. L'apaisement des tensions militaires à la frontière fait partie des accord conclus en septembre 2018 lors d'un sommet à Pyongyang entre le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un et le président sud-coréen Moon Jae-in. Ces accords sont cependant restés lettre morte pour la plupart.

ETATS UNIS Covid-19 : rare union du Congrès pour refuser l'offre de Trump de dépister ses élus

Dans un message commun rarissime, les chefs démocrate et républicain du Congrès américain ont refusé samedi "respectueusement" l'offre de l'administration Trump de dépister rapidement les sénateurs qui reviendront à Washington la semaine prochaine en dépit de l'épidémie de coronavirus et les consignes de confinement.

Grands rivaux politiques, la présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, et le chef de la majorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell, se sont fendus d'un communiqué commun pour affirmer que le "Congrès veut continuer à envoyer les ressources vers les établissements en première ligne", comme les hôpitaux.

Les cent sénateurs américains, dont la moyenne d'âge est élevée, reviendront à Washington lundi pour une séance plénière après des vacances parlementaires démarrées fin mars, et prolongées à cause de la pandémie. Des parlementaires sont rentrés ponctuellement pendant cette période pour approuver les plans de relance de l'économie américaine, durement frappée par la crise du coronavirus.

La capitale fédérale américaine est sous ordre de confinement jusqu'au 15 mai. Nancy Pelosi a elle-même indiqué que les près de 435 membres de la Chambre ne rentreraient pas avant, au moins, la semaine suivante, en suivant les recommandations du médecin du Congrès.

L'administration Trump avait

annoncé vendredi l'envoi au Sénat de dispositifs portables permettant de diagnostiquer rapidement les cas de coronavirus. Samedi matin, Donald Trump a tweeté qu'il avait "une capacité de dépistage extraordinaire à Washington pour les sénateurs". "Egalement pour la Chambre, qui devrait revenir mais ne le fait pas à cause de Nancy P. la folle", a poursuivi le président américain, en affirmant que des dispositifs de dépistage portables de la compagnie Abbot Laboratories seraient installés.

"Le Congrès est reconnaissant de l'offre généreuse de l'administration de déployer rapidement des capacités de dépistage sur la Colline du Capitole", siège du Congrès, "mais nous déclinerons respectueusement cette of-



fre pour l'instant", ont répondu les deux chefs du Congrès, Nancy Pelosi et Mitch McConnell. Les parlementaires suivront les consignes des autorités sanitaires et du médecin du Congrès "jusqu'à ce que ces technologies plus rapides deviennent accessibles plus largement" aux Amé-

ricains", ont-ils poursuivi. Pays le plus lourdement frappé avec environ 66.000 morts, les Etats-Unis ont enregistré plus de 1,12 million de cas, sur leurs près de 330 millions d'habitants, selon les données de l'université Johns Hopkins.

JOURNEE MONDIALE DE LA LIBERTE DE LA PRESSE

Renforcer le professionnalisme pour assurer une mutation viable pour les médias

Le secteur des médias en Algérie est "riche" de sa diversité mais gagnerait "à renforcer son professionnalisme" pour être en phase avec les mutations du moment, ont estimé des professionnels et spécialistes des médias.

C'est de l'avis de Djamel Maafa, responsable du site d'information électronique, Algérieinfos, qui, interrogé par l'APS, à la veille de la commémoration de la journée internationale de la liberté de la presse, a soutenu que "le secteur des médias a connu beaucoup d'avancées" mais souffre néanmoins "d'insuffisances". Pour lui, la diversité du champ médiatique est en soi un "acquis très important", mais, a-t-il précisé, cette diversité n'équivait pas au professionnalisme du secteur. "Nous assistons ces jours-ci, notamment dans certains programmes audiovisuels, à des productions au contenu regrettable foulant aux pieds les règles élémentaires du métier", a-t-il déploré, relevant que la qualité faisait défaut, en dépit de la multitude des programmes. Il a plaidé pour des réformes "profondes" des médias pour prétendre au professionnalisme, ajoutant que partout dans le monde, des changements sont opérés d'où la nécessité d'être en adéquation avec ces mutations. Evoquant cette mutation des médias, il a mis en avant la nouvelle tendance qu'est la profusion des médias électroniques, estimant toutefois que la profusion de titres papiers (près de 150 titres), ne reflète pas la réalité de ces mutations. Concernant le secteur audiovisuel, M. Maafa (ancien journaliste de la



télévision nationale et responsable d'une chaîne TV privé), a estimé que cette "ouverture a échoué", notant qu'il était important de revoir ce dossier, en se concertant et en associant les véritables acteurs et professionnels, tant ce secteur est stratégique pour le pays.

De son côté, le secrétaire général du Syndicat national des journalistes, Kamel Amarni a observé que le secteur des médias était en train de passer par une "période exceptionnelle" du fait de l'envi-

ronnement politique économique et social pour aboutir à "des mécanismes universellement admis", en terme de liberté de la presse et syndicale.

Il a relevé, dans ce sillage, que la liberté de la presse était "indissociable" de la situation sociale des journalistes, qui est "malheureusement dans un état catastrophique" (même si ce n'est pas le cas de tout le monde), expliquant qu'une bonne partie souffre de problèmes en terme de déclaration

à la sécurité sociale, sont mal payés ou carrément ont perdu leurs emplois.

Evoquant les réformes engagées par le ministre de la Communication notamment en ce qui concerne la presse électronique, M. Amarni a indiqué que "nous en sommes qu'au début de ces chantiers (la pandémie du coronavirus a ralenti notamment beaucoup ce chantier), rappelant que l'organisation de cette presse a été l'une de leur revendication.

"Il faut absolument mettre en place les instruments juridiques pour encadrer cette nouvelle expression journalistique", a-t-il plaidé, appelant les autorités à se pencher sur la situation des journalistes en précarité pour leur trouver des solutions qui préservent leur "dignité". Pour sa part, le spécialiste des médias, Laid Zeghlami a regretté le fait que la presse restait toujours "otage de la rente publicitaire et d'une gestion bureaucratique" empêchant ainsi sa "pleine" expression et évolution. Il a ajouté qu'actuellement "beaucoup d'efforts" étaient entrepris mais restaient "en deçà des espérances souhaitées" par les professionnels du secteur, relevant qu'il y a toujours "les séquelles de l'ancien régime". Pour lui, il y a une multitude de contenu sur différents supports (notamment les programmes audiovisuels), mais ils sont à parfaire tant ils ne répondent pas aux critères de qualité de professionnalisme.

Il a appelé, dans ce sens, au respect des règles de déontologie et d'éthique et à prévaloir le sens du professionnalisme dans l'exercice du métier, mettant l'accent sur la nécessité pour les médias d'opérer cette mutation numérique en incorporant dans leurs communications les différents supports numériques et les réseaux sociaux, pour assurer leur survie.

La presse écrite sévèrement touchée, appels pour une réflexion afin de sauver le secteur

La presse écrite a été sévèrement touchée par la pandémie du coronavirus plombant le nombre d'exemplaires à son plus bas tirage, ont déploré des éditeurs appelant à engager une réflexion sur l'avenir de la presse écrite pour en assurer la pérennité.

Pour le directeur de la publication du quotidien L'Expression, Ahmed Fattani, le monde connaît une situation inédite ayant ses conséquences sur les médias, notamment la presse écrite qui a été frappée de plein fouet. "Pour nous, au début de cette crise, il y a eu un choc vu que le journal n'était pas distribué. On était amené à réduire le tirage à 2.000 exemplaires par jour au lieu de 30.000 habituellement", a-t-il déploré.

Il a ajouté que cette réduction drastique avait duré près de 20 jours, avant que le journal ne connaisse un nouvel équilibre avec 14.000 exemplaires par jour actuellement, relevant que le nombre de pages tiré a été réduit de moitié.

M. Fattani a relevé également que 70 à 80% du personnel faisaient du télétravail, mais, a-t-il ajouté, ça ne permet pas de faire indéfiniment car le journaliste doit "être sur le terrain", sur le terrain pour accomplir son travail correctement. Concernant la nouvelle gestion de la publicité, M. Fattani a indiqué qu'il fallait "rendre hommage à l'Etat, plus particulièrement au ministre de la Communication, Porte-parole du gouvernement, Ammar Bellhimer qui a pris à bras le corps la problématique des médias, notamment de la presse écrite, car il connaît les enjeux des médias".

Pour sa part, le directeur de la publication de la Nouvelle République, Abdelwahab Djakoun, a souligné qu'il y avait un contexte général, induit par cette pandémie, qui influe sur les

médias et la presse écrite.

Il a indiqué que son journal avait revu son tirage à la baisse, mais axé néanmoins la diffusion des contenus sur le site du journal, ajoutant que pratiquement le minimum du personnel avait été gardé, le reste faisant du télétravail.

Mais au-delà de ce contexte particulier, a-t-il observé, il y a une sérieuse problématique, celle de l'avenir de la presse papier, car la crise s'était manifestée bien avant la crise du coronavirus.

"Nous sommes à l'ère de l'information instantanée, des réseaux sociaux, où la presse paternaliste a perdu de son influence. La référence actuellement est la presse anglo-saxonne axée sur l'information", a-t-il expliqué. Il a appelé, dans ce sillage, à engager une réflexion sur l'avenir de la presse écrite, indiquant qu'il y a une corporation qui "n'est pas organisée, ni du côté des éditeurs ni des journalistes".

De son côté, le directeur de la publication d'El Watan, Tayeb Belghiche, a indiqué que la majorité du personnel de son journal faisait du télétravail, hormis ceux dont la présence est indispensable.

Il a relevé que son journal avait réussi, tant bien que mal à maintenir la distribution de son journal, puisque il a sa propre entreprise de distribution, relevant que le tirage avait baissé au départ à 15.000 pour remonter actuellement à 50.000, alors que le journal tirait habituellement entre 73.000 à 80.000 exemplaires par jour. M. Belghiche a indiqué que le journal était frappé "d'ostracisme depuis au moins 2014" par les tenants de l'ancien régime, en raison de sa ligne éditoriale, assurant que depuis un mois "cet embargo a été levé".

APS

THÈME 2020 Le journalisme sans crainte ni complaisance

Le 3 mai, des célébrations nationales et locales de la Journée mondiale de la liberté de la presse auront lieu dans le monde entier. Certains de ces événements prendront la forme de débats et d'ateliers en ligne. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) lancera une campagne mondiale dans les médias et sur les réseaux sociaux. Elle mettra l'accent sur les mesures à prendre pour garantir l'indépendance du journalisme.

Dans le cadre de cette journée, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) organise plusieurs événements d'envergure en ligne :
3 mai : Célébration de la Journée de la liberté de la presse avec la Vrije Universiteit Brussel (VUB), l'Université libre de Bruxelles (ULB), en Belgique, et de nombreux autres partenaires

4 mai : Dialogue de haut niveau sur la liberté de la presse et la lutte contre la désinformation dans le cadre du COVID-19

5 mai : Lancement de l'édition du rapport sur les tendances mondiales en matière d'indépendance des médias, et

d'un briefing spécial sur la liberté de la presse en période de COVID-19

6 mai : Discussion en ligne : La sécurité des journalistes dans le contexte du COVID-19 - Un défi à multiples facettes

Le journalisme subit aujourd'hui de nombreuses pressions de la part d'acteurs qui tentent de s'accaparer ou d'intimider les médias afin d'entraver les journalistes dans leur travail quotidien et, ce faisant, d'influencer la circulation de l'information. Simultanément, à travers le monde, des individus mettent en place des stratégies efficaces pour faire face aux menaces anciennes et récentes qui pèsent sur l'indépendance des médias. La Journée mondiale de la liberté de la presse 2020 est l'occasion de présenter ces stratégies, de les célébrer et d'en tirer les enseignements, mais aussi d'aborder des questions telles que :

la sécurité des journalistes et la question de l'impunité
l'indépendance des médias et des journalistes
l'égalité des genres au sein des médias

(source : <https://www.un.org/fr/observances/press-freedom-day>)

JOURNEE MONDIALE DE LA LIBERTE DE LA PRESSE

Le remède au COVID-19, c'est la presse, selon le SG de l'ONU

Le Secrétaire général de l'ONU a appelé samedi à une plus grande protection des journalistes qui fournissent "le remède" à ce qu'il qualifie de pandémie de désinformation entourant la crise du COVID-19.

Antonio Guterres a lancé cet appel dans un message vidéo pour la Journée mondiale de la liberté de la presse, observée dimanche, dans lequel il souligne le rôle crucial des médias pour aider les gens à prendre des décisions éclairées. Dans les circonstances actuelles, ces décisions peuvent faire la différence entre la vie et la mort, ajoute-t-il. "La propagation de la pandémie du COVID-19 en a fait naître une nouvelle, celle de la désinformation, où de dangereux conseils de santé côtoient les théories conspirationnistes les plus folles", déclare le chef de l'ONU. "Le remède, c'est la presse : des informations et des analyses vérifiées, scientifiques et fondées sur des faits", souligne-t-il. Alors que la crise du COVID-19 s'est aggravée, le chef de l'ONU et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) se sont concentrés sur la lutte contre "l'infodémie" entourant le COVID-19. Fin mars, le Secrétaire général a annoncé le lancement d'une stratégie de communication pour lutter contre la montée des théories de la désinformation et du com-

plot entourant la nouvelle maladie. M. Guterres a exhorté les gouvernements à protéger les journalistes et les autres personnes travaillant dans les médias et à respecter la liberté de la presse.

Selon lui, même s'il est inévitable de restreindre temporairement la liberté de circulation pour vaincre le Covid-19, "cela ne doit pas être un prétexte pour empêcher les journalistes de travailler". Dans son message pour la Journée de la liberté de la presse, le chef de l'ONU a remercié les médias "qui nous apportent faits et éclairages, qui tiennent les dirigeants, tous secteurs confondus, comptables de leurs actes, et qui savent exprimer les vérités qui dérangent". Il a en particulier salué "celles et ceux qui sauvent des vies en informant sur la santé publique". "Et nous appelons les gouvernements à protéger les professionnels des médias et à renforcer et protéger cette liberté de la presse indispensable pour un avenir de paix, de justice et de respect universel des droits humains", a-t-il conclu.



COMMUNICATION

Plusieurs chantiers ouverts pour une "réforme globale" du secteur

Une "réforme globale" du secteur de la communication, associant les différents acteurs du domaine, a été engagée depuis quelques mois, à travers le lancement de plusieurs chantiers, dans l'objectif fondamental de réunir les conditions d'un exercice de la profession journalistique basé sur deux éléments indissociables: liberté et responsabilité.

Cette réforme, s'appuyant sur un dialogue "inclusif et participatif", porte, notamment, sur la promulgation de textes législatifs et réglementaires nécessaires à l'encadrement de la presse écrite et numérique, des médias audiovisuels, de la publicité, des agences de communication et de distribution, des instituts de sondage, etc.

L'objectif de ces textes est de mettre en place les instruments de régulation de ce secteur stratégique. Ainsi, dans le domaine de la presse électronique, caractérisée par un vide juridique, un avant-projet de loi pour son encadrement fait l'objet d'un atelier le 20 février dernier, avec la participation des professionnels du secteur.

La presse électronique compte quelque 150 titres, dont 84 déclarés auprès du ministère de la Communication. Lors de cet atelier, le porte-parole du gouvernement, ministre de la Communication, Amar Belhimer, avait souligné la nécessité de combler ce vide, de déterminer les critères d'organisation et de réglementation de la presse électronique qui est désormais "un des moyens les plus prisés par les professionnels de la presse écrite en Algérie, au vu de ses avantages économiques et des informations instantanées qu'elle assure".

Mettant en exergue la nécessité d'accompagner la presse électronique en Algérie, qui est un domaine naissant, le ministre avait affirmé que l'enjeu "vital" est de "produire un contenu algérien présent en force dans le réseau".

Pour des spécialistes de l'information, cet encadrement est nécessaire car si la presse électro-



nique n'opère pas dans l'illégalité, étant mentionnée dans la loi organique relative à l'information de 2012, son activité est entourée cependant d'"ambiguïté" et de "flou juridique". Il existe, en effet, une assise juridique de la presse électronique, mais elle n'est pas consolidée par des textes d'application.

A noter que la régularisation de la situation juridique des journaux électroniques domiciliés en Algérie a été accélérée à la demande du président de la République.

Les chaînes de télévision privées seront régies par le droit algérien

L'audiovisuel constitue, également, un chantier important. Son encadrement représente un axe "majeur" du plan d'action du secteur. Il s'agit, dans ce cadre, de faire en sorte que les chaînes de télévision relevant du secteur privé soient de droit algérien.

Ces chaînes de télévision privées s'adressant au public algérien -- une vingtaine mais dont 9 seulement ont bénéficié d'une accréditation provisoire pour l'ouverture de bureaux de représentation en Algérie -- sont actuellement régies par le droit étranger. Une situation pour le moins anormale.

Leur encadrement juridique pour réguler et organiser leur ac-

tivité constitue une "urgence" dictée par un traitement de l'actualité nationale parfois "subjectif et contraire à la déontologie", voire "subversif", de la part de certaines d'entre-elles, a indiqué le ministre. Cet encadrement implique la révision de la loi relative à l'audiovisuel, notamment en ce qui concerne l'élargissement du champ audiovisuel au privé pour englober les chaînes à caractère général et non plus thématique, comme elles sont injustement qualifiées actuellement, a-t-il observé.

Sur un plan technique, il s'agit de faire en sorte que ces chaînes de télévision transmettent leurs programmes via le satellite algérien ALCOMSAT-1.

L'autre chantier notable, au regard de son impact économique, est relatif à la révision du cadre juridique régissant la publicité. Le projet de loi y afférent, devant être prêt "avant la fin 2020", vise à assainir ce segment, "en le mettant sur une nouvelle voie empreinte de transparence". L'accent sera mis sur l'importance de créer un dispositif de régulation dont la mission consistera à veiller au suivi de l'opération de tirage et de la publicité pour garantir l'équité dans la distribution. L'Agence nationale d'édition et de publicité (ANEP) contrôlé

actuellement environ 65% des activités publicitaires, principalement l'octroi de la publicité, selon les derniers chiffres fournis par cette agence. "Il est nécessaire que la publicité -- quasiment monopole de l'Etat -- soit organisée sur le principe de l'égalité entre opérateurs", a indiqué le ministre, estimant que l'application de la loi de l'offre et la demande en matière de distribution de la publicité publique "requiert d'abord un assainissement du secteur, après des années de corruption ayant favorisé la dilapidation des deniers publics".

Pour le ministre, la libération de la publicité dans cette période difficile que traverse le pays à cause de la pandémie Covid-19 et du marasme du marché des hydrocarbures constituera "le coup de grâce pour la quasi-totalité des entreprises médiatiques, pour ne pas dire toutes", soulignant que l'Etat veille à la stabilité et la protection des médias.

D'un point de vue économique, la transition numérique pour la presse écrite apparaît désormais comme une "nécessité impérieuse et urgente" face au recul du tirage des journaux à plus de 70%, voire même à l'arrêt total de plusieurs titres. En matière d'organisation de la profession, une réflexion est

en cours sur le remplacement éventuel de l'Autorité de régulation de la presse écrite (ARPE), instituée par le code de l'information de 2012, par des conseils de déontologie professionnelle au niveau national et au sein des rédactions, "les seules à maîtriser les rouages et bases du travail journalistique au quotidien".

Le plan d'action du secteur se fixe, en outre, pour objectif d'assainir le monde de l'information des "forces extra-professionnelles". Lors d'une rencontre avec les syndicats et les organisations de la presse nationale, M. Belhimer a expliqué qu'à travers cet engagement, il s'agit de parvenir à deux objectifs: le premier consiste à assainir la relation de travail au sein de la corporation, à travers la signature de conventions de branche qui concernent les conditions de travail et sociales des journalistes.

Le deuxième objectif vise à "sortir des zones d'ombre pour se débarrasser des forces n'appartenant pas à la famille des médias", et impliquant "le travail non déclaré, le financement illicite et les prétextes qui permettent à des individus n'ayant rien à voir avec la profession de s'introduire dans le secteur de la presse et d'usurper le métier de journaliste". Lors de cette rencontre, le ministre a souligné aussi l'importance de la mise en place "d'associations et de syndicats représentatifs, actifs, puissants et unitaires, qui valorisent le bon exercice du métier".

Par ailleurs, il a été décidé l'ouverture de tous les dossiers de financements extérieurs au bénéfice de la presse, c'est-à-dire leur mise à plat par les instances ad hoc de l'Etat. Cet examen et cette exposition en détail seront effectués sous l'angle de ce que ces financements étrangers recèlent comme atteintes caractérisées à la souveraineté nationale. L'article 29 de la loi sur l'information stipule de manière "claire et précise" que "l'aide matérielle directe et indirecte de toute partie étrangère est interdite".

Programme de la soirée

TF1 21:05

Les trois frères



Maitre Larioux, notaire, révèle le même jour à Didier, Bernard et Pascal qu'ils sont demi-frères et qu'ils vont hériter de trois millions de francs. Ravis de cette nouvelle pour le moins inattendue, les trois hommes s'apprentent à changer de vie. Mais lorsqu'ils viennent réclamer leur argent, ils apprennent que le magot est destiné à un orphelinat du Texas. Ce n'est que le début d'une longue série de péripéties.

france 2 21:05

Meurtres au paradis



Ne cachant pas sa joie à l'idée de repartir enfin pour Londres, l'inspecteur Parker doit résoudre une ultime enquête : le meurtre d'un homme de 54 ans, tué d'une balle en pleine poitrine sur la plage. L'épouse de la victime, Olivia Reeves, affirme avoir entendu un coup de feu après leur baignade matinale. Atteinte de cécité, cette actrice anglaise renommée avait mis un terme à sa carrière et s'était retirée à Sainte-Marie.

france 3 21:05

Secrets d'histoire



D'Aleçon à Lisieux en passant par Bayeux, Paris, Bologne ou Rome, ce numéro évoque le destin de Thérèse Martin, alias sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus. C'est l'une des femmes les plus populaires de la religion catholique. Née en 1873 à Aleçon, elle va entrer à l'adolescence au carmel de Lisieux, en Normandie. Le 17 mai 1925, elle est canonisée par le pape Pie XI. Et ses parents, Louis et Zélie Martin, se verront également accorder la sainteté en 2015 par le pape François. Son autobiographie, intitulée «Histoire d'une âme», sera vendue après sa mort à plus de 500 millions d'exemplaires et traduite dans le monde entier.

CANAL+ 20:05

Le bureau des légendes



Marie-Jeanne quitte l'Egypte et retrouve un poste à Paris, au Bureau des légendes. Sisteron est chargé de lui faire un briefing sur les dossiers en cours. De son côté, Mikhaïl doit expliquer à sa femme et à son fils la situation difficile dans laquelle il se trouve au sein du FSB. Jonas découvre avec stupeur que la jeune femme avec qui il entretient une liaison depuis plusieurs semaines travaille... pour les Russes.

6 21:05

Mon beau-père, mes parents et moi



Greg Furniker, qui va bientôt épouser la délicieuse Pam, doit présenter sa famille à ses futurs beaux-parents, Jack, un ancien agent de la CIA, et Dina, sa timide épouse. Roz, la mère de Greg, est sexologue pour personnes âgées et son mari Bernie, homme au foyer, est un joyeux écrivain. L'irascible Jack est surpris par le mode de vie très libéré du couple. Mais il apprend bientôt que Pam et Greg attendent un bébé!

Jeux

Samourai-Sudoku n°2454

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



«C'est le coeur et non le corps qui rend l'union inaltérable.»

Publilius Syrus

Mots croisés n°2454

- 1 - Chauve-souris commune
 - 2 - Tendance à la domination
 - 3 - Tour de bobine - Bienfaiteur égyptien - Elu sur l'agenda
 - 4 - Il porte le numéro 77 - Immensité
 - 5 - Habits de ballet - Met en conserve
 - 6 - Mauvais sujet - Difforme - Eventualité
 - 7 - Exécuteur de nouveau - A faire trois fois
 - 8 - Enchâssera - Renfort de oui
 - 9 - Remarque abrégée - Mettra au courant
 - 10 - Bonne raclée - Instinct de chasseur
- Horizontalement :**
- A - Faisaient le tour du propriétaire
 - B - A contracter pour être plus à l'aise - Devoir de louveteau
 - C - Voile dans le vent - Ils mettent les balles à la hauteur
 - D - Etat d'Amérique - Filtre naturel
 - E - Temps de règne - Hironnelle de mer
 - F - Pouffé - Herbacée irritante
 - G - Réprimanderait
 - H - Insulaires - Massif marocain
 - I - Arbuste à fleurs parfumées - Monnaie d'Asie
 - J - Bourguignon très cruciverbiste - Une des perles de la côte - Chauffeur défilé
 - K - Oraganisation qui nous veut du bien - Piquai plusieurs fois
 - L - Impeccables - Composant d'atmosphère



TENNIS Djokovic a songé à arrêter sa carrière en 2010

Le N.1 mondial Novak Djokovic a avoué avoir pensé arrêter le tennis en 2010, après un quart de finale perdu à Roland-Garros contre l'Autrichien Jürgen Melzer alors qu'il menait deux sets à zéro.

"Cette défaite a été très difficile pour moi sur le plan émotionnel.

J'ai pleuré après avoir été mis KO. C'était un mauvais moment, je voulais arrêter le tennis parce que je voyais tout en noir", a raconté Djokovic à Sky Sports Italia.

À l'époque, le Serbe est numéro 3 mondial à seulement 22 ans et lutte déjà contre ses grands rivaux Roger Federer et Rafael Nadal.

"J'avais gagné en Australie en 2008 (son premier tournoi du Grand Chelem, ndr), j'étais numéro trois mondial, mais je n'étais pas heureux", a-t-il dit.

Avec le temps, cette défaite a finalement été positive: "A partir de ce moment, je me suis senti libéré. Ça a fait tomber la pression, j'ai commencé à jouer plus agressivement, c'était un tournant".

Un vrai tournant: en 2011, "Djoko" gagne trois tournois Grand Chelem et, aujourd'hui, il en compte 17, à deux longueurs de Nadal et trois du record absolu de Federer.

Concernant la reprise de la compétition, actuellement suspendue en raison du coronavirus, le Serbe a demandé "de la clarté dans le calendrier". "Officiellement, (la reprise) c'est le 13 juillet, mais beaucoup disent que ce sera difficile de reprendre à cette date", a-t-il craint.

TENNIS DE TABLE La suspension des manifestations internationales prolongée jusqu'à fin juillet 2020

Le Comité exécutif de la Fédération internationale de tennis de table (ITTF) a décidé de prolonger la suspension des événements et activités de l'ITTF jusqu'à fin juillet 2020 à cause du coronavirus, a annoncé l'instance internationale sur son site officiel.

Selon la même source, la situation sanitaire "est surveillée de près" pour un éventuel redémarrage des événements de l'ITTF en août 2020.

Réuni vendredi pour décider de la suite à donner aux événements en raison du Covid-19, le Comité exécutif a également décidé d'annuler les tournois du World Veterans Tour (WVT) et Table Tennis X (TTX) pour le reste de 2020. En revanche, une décision concernant le sort des Championnats du monde de tennis de table par équipes 2020 sera prise en juin prochain. Enfin, il a été demandé à la direction de l'ITTF de trouver des moyens de réduire globalement les coûts de fonctionnement, y compris la nécessité d'une restructuration des ressources humaines afin de gérer les réalités financières de 2020.

APS

REPRISE DE L'ACTIVITÉ HANDISPORT «On prendra la décision la plus idoine»

La Fédération algérienne handisport (FAH) prendra la décision "la plus idoine" quant à une éventuelle reprise de ses championnats, actuellement suspendus en raison du coronavirus, a indiqué son président Mohamed Hachefa, soulignant que la situation restait "très complexe".

"L'hypothèse d'une reprise de tous nos championnats est très complexe à mettre en oeuvre si le déconfinement s'effectuera après le Ramadan, voire impossible pour certaines disciplines", a déclaré à l'APS, Mohamed Hachefa. L'athlétisme, une des disciplines phares dans le calendrier de la fédération, au côté du handi-basket, n'a disputé qu'un seul meeting sur les cinq prévus, avant le championnat national. Les autres sports (basket, volley assis, judo, powerlifting...) ne sont pas en reste et attendent pour boucler leur saison. "C'est vraiment délicat pour nous, mais on prendra la décision la plus idoine. Si pour certains sports, les arrêter maintenant reste faisable, pour d'autres, ce n'est pas aussi évident", a expliqué le président de la fédération, précisant que des concertations avec les clubs s'imposaient pour trouver les meilleures propositions à soumettre à la tutelle. En cas de reprise, la FAH songe à laisser une période de préparation d'un mois aux athlètes pour se remettre physiquement



après plus de deux mois d'interruption. "Si nous serons appelés à reprendre d'ici à la fin du mois de mai ou au plus tard début juin, on peut préconiser une reprise des compétitions pour certaines disciplines, comme l'athlétisme et le handi-basket.

Pour le reste, ce sera malheureusement en septembre", dit le président. Pour Hachefa, la période d'intersaison cette année ne sera pas comme les précédentes en raison du

contexte actuel: "D'habitude, cette période en handisport est trop longue (de juin à septembre), mais avec la situation actuelle, on va vers une réduction très significative de cette transition, comme ce qui se fait ailleurs", se référant à ce qui se fait dans les pays développés où la période de transition pour les athlètes performants ne dépasse pas les 15 jours, consacrés à la récupération d'une saison pour entamer l'autre. Néanmoins,

le responsable de la fédération et son staff comptent lancer un sondage auprès des clubs pour définir la stratégie à entreprendre. "Il ne faut pas aussi oublier la préparation des athlètes et équipes qualifiés aux Jeux Paralympiques qui doit reprendre, et établir le calendrier de la saison prochaine. C'est très compliqué, mais on sera obligés de nous adapter à toutes les situations", a conclu le président de la FAH.

BASKETBALL MGM propose à la NBA de finir la saison dans ses hôtels à Las Vegas

Le groupe d'hôtellerie et de casinos MGM Resorts International a proposé à la NBA de finir la saison, interrompue à cause du coronavirus, dans ses infrastructures de Las Vegas, rapporte samedi le New York Times. Selon ce projet, les joueurs, leurs familles et le personnel nécessaire demeureraient dans des zones placées en quarantaine dans des hôtels de MGM sur le Las Vegas Strip où ils pourraient disputer les matches et s'entraîner. MGM, qui possède 13 hôtels à Las Vegas, transformerait 24 centres de

convention en salles de basket. Selon la chaîne ESPN, la NBA étudie un projet similaire d'une zone de quarantaine à Orlando, en Floride, dans des hôtels et salles appartenant à Disney World. Trente équipes seraient concernées si la NBA devait reprendre la saison régulière là où elle a été interrompue, ou 16 si la décision était prise de reprendre directement au stade des playoffs.

La NBA a été suspendue jusqu'à nouvel ordre le 11 mars. Les présidents des trente franchises de la NBA ont unanimement

"l'intention de finir la saison", a affirmé jeudi celui des San Antonio Spurs, R.C. Buford. En attendant, une première étape vers un retour très progressif au basket pourrait avoir lieu à partir de vendredi prochain. A cette date, certaines franchises pourraient avoir le feu vert de la NBA pour rouvrir leurs centres d'entraînement si elles se trouvent dans des Etats dont les directives le permettent.

Seuls quatre joueurs à la fois seront autorisés dans les installations et uniquement pour des séances individuelles.

RUGBY Pivac plaide pour une saison unifiée des deux hémisphères

L'entraîneur du pays de Galles Wayne Pivac a plaidé pour une saison unifiée entre les nations des hémisphères Nord et Sud, réflexion relancée par l'interruption du rugby lié à la crise du coronavirus.

"Si nous pouvions faire que les saisons (des nations du Nord et du Sud) commencent et se terminent en même temps, ça pourrait être une bonne manière d'envisager les choses", a déclaré l'entraîneur néo-zélandais du XV gal-

lois en conférence de presse. "Nous devons regarder le calendrier. Nous devons regarder si les fenêtres de (tests-matches internationaux de) juillet et novembre fonctionnent.

Il pourrait bien y avoir une opportunité maintenant avec le coronavirus", a ajouté Pivac.

Les nations du Nord débutent leur saison en août pour la terminer en juillet, tandis que celles du Sud entament leur cycle en janvier pour

l'achever en novembre. Hors années de Coupe du monde, elles se rencontrent lors des tournées de juillet, quand les nations du Nord rendent visite à celles de l'hémisphère Sud, et en novembre, quand ces dernières viennent se produire en Europe.

Le rugby mondial s'interroge depuis plus d'une décennie sur la pertinence de ces tournées.

Un projet de "championnat des nations", disputé hors an-

nées de Coupe du monde et rassemblant les meilleurs équipes de chaque hémisphère, avait été enterré en 2019 face aux nombreuses oppositions, notamment du syndicat international des joueurs (IRP) qui craignait un alourdissement du calendrier, et des Liges anglaise et française. Il a été à nouveau évoqué récemment par Bill Beaumont, reconduit samedi pour quatre ans à la tête de World Rugby.

WORLD RUGBY L'Anglais Bill Beaumont réélu pour un nouveau mandat

L'Anglais Bill Beaumont a été réélu pour un mandat de quatre ans jusqu'en 2024 à la présidence de World Rugby, a annoncé la Fédération internationale samedi dans un communiqué. A 68 ans, Sir Bill Beaumont a remporté l'élection face à l'Argentin Agustín Pichot, qui a été son

vice-président entre 2016 et 2020. L'Anglais a récolté 28 voix sur un total de 51, contre 23 pour Pichot. L'élection a débuté le 26 avril et s'est terminée le 30. L'annonce des résultats était prévue le 12 mai, lors de la prochaine réunion du Conseil de l'instance, mais World Rugby a pu avancer

son processus, avec l'accord de toutes les parties. La campagne s'est tenue dans un contexte de crise sanitaire et économique, conséquences de la pandémie de Covid-19. Sans candidat face à lui en 2016, Beaumont avait été élu à l'unanimité à la tête de la fédération internationale.

Plus de 200 participants à une formation de la FAF à distance

Plus de 200 techniciens algériens installés en Algérie et à l'étranger ont pris part à la formation dispensée vendredi en visioconférence, a indiqué dimanche la Fédération algérienne de football (FAF).

Cette 2e visioconférence de près de 3 heures a été initiée par la Direction technique nationale (DTN) de la FAF pendant cette période de confinement en raison de la pandémie de coronavirus.

Elle a permis aux participants d'approfondir leurs connaissances et d'effectuer des échanges "fructueux", selon la même source.

Animée par le préparateur physique de la sélection nationale du Qatar et de plusieurs clubs professionnels, Nicolas Dyon, la formation a traité deux thèmes : la prévention des blessures et l'utilisation du GPS en football.



Les clubs "effrayés" à l'idée de soutenir une reprise de la Premier League (Neville)

L'ex-international anglais Gary Neville a accusé dimanche les clubs de Premier League d'être "effrayés" à l'idée de devoir "soutenir publiquement le plan de relance de la saison", suspendue suite à la pandémie du nouveau coronavirus.

"La Premier League vit un cauchemar en matière de communication. Ils ne cessent de dire : la santé d'abord, mais juste après, ils répètent sans cesse : nous devons recommencer", a-t-il noté sur son compte Twitter.

"Je les respecterais davantage s'ils disaient : +Nous acceptons l'augmentation

du risque sanitaire, mais nous sommes prêts à le prendre+.

Mais ils ne le feront pas, car ils sont effrayés à mort", a encore déploré le frère de Phil Neville.

Lorsqu'un utilisateur de Twitter a demandé à Neville ce qui se passerait si quelqu'un mourait à la suite du redémarrage du championnat, l'ancien défenseur de Manchester United a répondu : "C'est pourquoi nous n'avons pas entendu un seul PDG/Président/Propriétaire ou cadre éminent ouvrir sa bouche pour soutenir le redémarrage !".

Les parties prenantes de la Premier League se sont réunies vendredi pour débattre de la manière de terminer le championnat.

Selon certaines informations, certains clubs souhaitent abandonner la saison en raison de la pandémie et d'autres sont désireux de disputer les 92 matchs restants.

Les saisons française et néerlandaise ont quant à elles été annulées, en raison de la crise sanitaire, et bien que la Premier League ait annoncé un retour en juin, aucune date exacte n'a encore été fixée.

LIGUE 1 FRANÇAISE (MONTPELLIER HSC) Nouzaret tire sa révérence

Le technicien français Robert Nouzaret (76 ans), passé notamment par le MC Alger, a décidé de prendre sa retraite après avoir occupé le poste de responsable du recrutement pour le centre de formation de Montpellier HSC (Ligue 1 française de football), rapporte dimanche France Bleu Héral.

Le centre de formation de Montpellier va connaître plu-

sieurs mouvements. Robert Nouzaret va prendre sa retraite, tandis que Laurent Robert n'a pas reçu de nouveau contrat.

Nouzaret sera remplacé par Bernard Maraval, qui officiait au sein de la cellule de recrutement de Caen.

"Robert Nouzaret s'en va et c'est Bernard Maraval qui récupère tout ce qui est scout pour les jeunes.

Côté entraîneur, Michel Rodriguez arrive lui aussi de Caen pour entraîner les moins de 17 ans (U17), a confié le président du MHSC Laurent Nicollin, cité par la même source.

Nouzaret avait dirigé la barre technique du MCA entre juillet et décembre 2005.

Il avait été limogé au terme de la phase aller de la compétition, pour être remplacé par

son compatriote François Bracci, qui allait mener le "Doyen" à la victoire finale en Coupe d'Algérie 2006 aux dépens de l'USM Alger (2-1).

Le MCA est le dernier club entraîné par Nouzaret, qui avait eu par la suite deux expériences avec la sélection de Guinée (2006-2009) et celle de RD Congo (2010-2011), avant de rejoindre le centre de formation de Montpellier.

ANGLETERRE (CORONAVIRUS)

Lampard refuse de faire passer les joueurs avant le personnel soignant pour les tests

L'entraîneur de Chelsea (Premier League anglaise de football), Frank Lampard, a refusé l'idée de faire passer les joueurs avant le personnel soignant en première ligne, pour les tests de dépistage contre le nouveau coronavirus (Covid-19).

Alors que les 20 clubs de Premier League veulent finir la saison, interrompue pour cause de pandémie de coronavirus, une reprise ne se fera pas sans de nombreux tests pour les joueurs et les staffs, afin d'éviter au maximum les risques sanitaires.

Mais l'entraîneur de Chelsea, interrogé dimanche par BT Sport, a mis en garde contre la politique de tests, qui ne doit pas se faire au détriment de personnes en première ligne contre la pandémie.

"Quand nous parlons de faire les tests envisagés, nous allons avoir au minimum 70 ou 80 personnes à dépister si nous reprenons l'entraînement.

Si nous devons faire ces tests régulièrement, c'est très bien. Mais je ne connais pas le nombre de tests effectués pour le

personnel soignant et les travailleurs qui font des jobs incroyables sur les deux derniers mois", a-t-il indiqué.

A l'instar des autres championnats européens, la Premier League est suspendue depuis mi-mars en raison du Covid-19. Liverpool dominait alors outrageusement le championnat, devant Manchester City de l'aillier international algérien Riyad Mahrez.

Man City, qui compte un match en moins, accuse 25 points de retard sur les "Reds", à la recherche de leur premier titre depuis 30 ans.

Chelsea occupait la quatrième place. "Je ne pense pas que cela me convien-



drait, ni à personne d'autre, si nous ne nous assurons pas que les personnes en première ligne soient testées", a poursuivi Lampard qui estime "important que le football reste à sa place vis-à-vis de la société".

La Premier League pourrait reprendre le 8 juin, à huis clos, et s'achever le 27 juillet, selon la presse britannique.

ESPAGNE

Feu vert du gouvernement à la reprise de La Liga

Le gouvernement espagnol a donné samedi le feu vert à la reprise du championnat espagnol de football (La Liga) suspendu depuis le mi-mars à cause de la propagation du nouveau coronavirus.

"Espérons que le football reviendra bientôt, ce sera décidé par la Ligue et la Fédération, mais ils ont déjà notre autorisation pour commencer des entraînements individuels pour les sports collectifs", a souligné le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, lors d'une conférence de presse pour demander la prolongation de l'état d'alerte.

Toutefois, le responsable espagnol a assuré "en premier lieu, nous allons voir les matches à la télévision et non dans les stades", en allusion à la reprise des compétitions à huis clos.

"Nous ferons machine arrière si nous constatons que nous sommes allés trop vite. Revoir l'une des phases ne sera pas un échec pour ce territoire", a précisé, à cet égard, Pedro Sanchez.

Le Bayer Leverkusen confiant quant à la reprise de la Bundesliga en mai

Le Bayer Leverkusen est confiant quant à la possibilité de reprendre le championnat allemand de football (Bundesliga) à partir du mois de mai, a indiqué samedi Simon Rolfes, directeur sportif du club.

"Le gouvernement pense que nous sommes capables de rejouer. Je ne sais pas exactement quand, mais j'espère que nous jouerons en mai, à la moitié ou la fin du mois, je ne sais pas.

Le 16 ou le 23 mai semble les dates les plus réalistes si la Ligue décidait de faire reprendre la Bundesliga", a dit Simon Rolfes à la BBC.

Il s'est également exprimé sur les débats provoqués par les trois joueurs testés positifs au coronavirus au sein du FC Cologne ces derniers jours, remettant en cause le bien-fondé d'une reprise du championnat. L'ancien joueur assure que tout est mis en oeuvre par le club pour prévenir ce genre de situation. La Ligue devait donner une décision définitive jeudi. Elle le fera finalement le 6 mai.

APS

REPRISE DU CHAMPIONNAT DU MAROC

Aucune décision ne sera prise avant le 20 mai

Le sort du championnat du Maroc de football "Botola", suspendu depuis le 14 mars dernier en raison de la pandémie de coronavirus, ne sera pas tranché avant le 20 mai, rapportent des médias locaux.

Selon le site 360 sport, l'avenir de l'exercice 2019/2020 est encore "flou", alors que des rumeurs circulent ces dernières heures faisant état d'une suspension définitive de la saison, tout en accordant le titre au Wydad Casablanca.

Pour le moment, les dirigeants de la fédération estiment qu'il est encore trop tôt pour se prononcer.

"Une chose est sûre: aucune décision ne sera prise avant le 20 mai, date annoncée pour la levée du confinement au Maroc", croit savoir la même source.

Le championnat avait été suspendu le 14 mars dernier, dans le cadre des mesures préventives prises au niveau national pour lutter contre la propagation du coronavirus.

Avant la suspension du championnat, le Wydad occupait la tête du classement avec 36 points, devançant d'une unité le FUS Rabat, 2e, et de deux longueurs le MC Oujda qui complète le podium.

ANGLETERRE

"Tous les clubs favorables à une reprise" (vice-présidente West Ham)

Tous les clubs de Premier League souhaitent terminer la saison malgré "de nombreux obstacles" à la reprise du championnat, suspendu par la pandémie du nouveau coronavirus, a assuré samedi la vice-présidente de West Ham, Karren Brady.

Lors d'une réunion vendredi, les vingt clubs de Premier League ont été informés des projets de redémarrage, qui incluent le fait que les 92 matches restants de la saison 2019-2020 devraient être disputés sur terrain neutre.

"Durant la réunion d'hier, chaque club a déclaré qu'il souhaitait que la saison reprenne", a écrit Brady dans une chronique publiée samedi par le journal The Sun.

"Tout compromis doit être équitable et respecter l'intégrité du jeu", a-t-elle souligné alors qu'il demeure une opposition à l'idée de ne pas terminer la saison 2019-2020 sur la base de matches à domicile et à l'extérieur.

"Les joueurs et entraîneurs doivent être les principaux décideurs en matière de protocoles, car il y a encore beaucoup de chemin à parcourir avant de pouvoir jouer à nouveau", a ajouté l'ancienne directrice générale du club de Birmingham.

Avant que les projets de retour au jeu puissent progresser, les clubs de la Premier League doivent également se pencher sur les questions épineuses des tests et de la santé des joueurs. Les joueurs, les entraîneurs et les membres du staff technique seraient testés deux ou trois fois par semaine et pourraient être contraints de se mettre en quarantaine dans des hôtels loin de leur famille pour aider à prévenir la propagation du virus. La proposition de sites neutres par la Premier League vise à réduire le nombre de personnel médical, de sécurité, et de diffusion TV et radio nécessaire à chaque match.

APS

JUSTICE

La Fifa cherche à relancer une enquête judiciaire visant Blatter

La Fédération internationale de football a demandé au Ministère public de la Confédération helvétique (MPC) de poursuivre une enquête visant son ex-président Sepp Blatter alors qu'il avait décidé d'y mettre fin, indique l'organisation, confirmant une information du quotidien Le Monde.

"Nous avons déposé des observations officielles auprès du Ministère public de la Confédération (MPC) plaidant avec vigueur pour une poursuite des investigations", affirme la Fifa dans un communiqué.

"En effet, la Fifa réfléchit à toutes les options légales permettant de garantir que les personnes concernées soient tenues pour responsables", poursuit-elle, confirmant un article du quotidien français évoquant une "guerre judiciaire" entre la Fifa et son ancien président.

Le MPC soupçonnait Blatter d'avoir signé un "contrat défavorable à la Fifa" avec l'Union caribéenne de football (CFU) dirigée alors par le sulfureux Trinidadien Jack Warner, radié à vie par la Fédération internationale et inculpé pour corruption par la justice américaine.

Résilié en 2011, ce contrat octroyait les droits télévisés des Coupes du monde 2010



et 2014 à l'a CFU pour 600.000 dollars (536.000 euros), une somme jugée en-deçà du prix du marché.

En conséquence de l'inaction de M. Blatter contre la CFU ou M. Warner, la Fifa a subi un préjudice d'un mon-

tant atteignant 3,78 millions de dollars (3,48 M EUR)", soulignait notamment le rapport des enquêteurs.

Pour autant, le MPC a confirmé début avril qu'il n'avait pas l'intention de poursuivre le patron déchu

de la Fédération internationale de football, âgé de 84 ans, pour l'octroi de droits télévisés à la CFU, l'un des deux volets de la procédure ouverte contre lui en 2015, pour "soupçon de gestion déloyale et abus de confiance".

SERIE A ITALIENNE

Milan réclame au moins 30 millions d'euros pour céder Bennacer

Les dirigeants du Milan AC (Serie A italienne de football) ne sont pas contre le transfert du milieu international algérien Ismaël Bennacer, mais réclameraient au moins 30 millions d'euros pour le céder, rapporte dimanche le site spécialisé Calciomercato.

Alors que la direction lombarde s'est montrée auparavant intransigeante à l'idée de céder le joueur algérien, engagé l'été dernier contre un chèque de 16 millions d'euros en provenance d'Empoli (Serie A), elle commence à faire preuve de flexibilité, devant notamment l'intérêt du Paris SG (Ligue 1 française).

Considéré comme l'un des rares satisfactions du Milan AC, Bennacer (22 ans/23 matchs cette saison, toutes compétitions confondues) dont le retour aux entraînements individuels est annoncé pour lundi, a exprimé son refus de quitter

la Lombardie et souhaite encore progresser avec le club aux sept trophées en Ligue des Champions.

Bennacer, devenu une pièce maîtresse dans le dispositif de l'entraîneur Stefano Pioli, s'est engagé avec l'AC Milan en août 2019 pour un contrat de cinq saisons, soit jusqu'en 2024, en provenance d'Empoli, relégué en Serie B. A l'instar des autres grands championnats européens, la Serie A est suspendue depuis mi-mars en raison du nouveau coronavirus (Co-



vid-19). L'Italie est l'un des pays les plus touchés par la pandémie, avec plus de 28.000 morts.

ITALIE

Trois clubs ouvrent leur terrain à leurs joueurs pour s'exercer

Après les clubs de Bologne et Sassuolo, Parme va également ouvrir ses terrains d'entraînement extérieurs à ses joueurs qui voudraient s'y entretenir physiquement, après l'autorisation de la région d'Emilie-Romagne (centre), ont annoncé ces trois équipes du championnat de foot italien samedi.

Les clubs de Serie A ont unanimement répété vendredi leur désir de mener à terme le championnat en cours, une issue à la merci des autorités, dont la décision pourrait intervenir dans les prochains jours. Officiellement, les entraînements ne

sont possibles qu'à compter du 18 mai pour les sports collectifs et lundi pour les disciplines individuelles. Mais l'Emilie-Romagne (nord) vendredi puis la Campanie (sud) samedi ont donné leur avis favorable à une ouverture des centres dès lundi, dans un contexte de tensions entre l'Etat central et certaines régions sur le rythme de déconfinement, qui commence lundi. Dans la première région, cela concerne quatre clubs de Serie A, Parme, la SPAL, Sassuolo et Bologne. La Campanie est la région de Naples, club majeur du Calcio. Samedi en début de soi-

rée, Sassuolo et Bologne ont été les premiers à réagir, indiquant qu'ils ouvriraient leurs centres d'entraînement à leurs joueurs, suivis un peu plus tard par Parme. Sassuolo a précisé que seuls seraient accessibles aux joueurs qui le souhaitent, les terrains en plein air.

Vestiaires, salle de préparation physique ou bureaux resteront fermés.

Seuls six joueurs pourraient s'entraîner simultanément, en respectant la distanciation sociale et sans présence de l'encadrement. Bologne a de son côté également précisé que seuls ses terrains

extérieurs seraient accessibles, à compter de mardi.

A Parme, l'effectif de l'équipe première pourra profiter du centre d'entraînement "à partir de la semaine prochaine" mais uniquement "sur la base du volontariat" et pour une "activité physique individuelle". Naples et la SPAL n'ont pas réagi. Mais selon les médias, les autorités de Campanie ont donné leur feu vert après une requête du club. Une mesure similaire pourrait être prise par d'autres collectivités locales, dont le Latium, la région de Rome, ce qui concernerait la Lazio et la Roma.

Atletico : l'offre pour Cavani dévoilée

Recalé par le Paris Saint-Germain en janvier dernier, l'Atletico Madrid compte bien revenir à la charge cet été pour l'attaquant Edinson Cavani qui arrivera en fin de contrat, à moins d'une éventuelle prolongation au PSG. Pour convaincre le Matador, dont la priorité est de rester en Europe, les Colchoneros arrivent avec une belle offre sur la table. D'après le journal Mundo Deportivo, qui s'appuie sur les informations du journaliste Niccolò Ceccarini, le club espagnol propose deux ans de contrat et un salaire annuel de 12 millions d'euros brut à l'Uruguayen. C'est moins que les 18,4 M€ que l'ancien Napolitain perçoit au PSG mais cette proposition reste très correcte pour un joueur de son âge.



LINGARD TRÈS SOLLICITÉ

L'ailier de Manchester United, Jesse Lingard, ne manque pas de convoisités à l'approche du mercato estival.

Bien qu'ayant perdu sa place dans le onze mancunien durant la saison en cours, Jesse Lingard jouit encore d'une cote très importante sur le marché anglais. L'ailier de 27 ans a des touches avec de nombreuses formations de Premier League. Selon le site 90 min, l'international anglais serait actuellement convoité par Newcastle United, Everton, West Ham et Leicester. Excusez de peu ! S'il se décidait de quitter Old Trafford, il aurait donc l'embaras du choix pour la suite de sa carrière.

Longtemps considéré comme le grand espoir du football anglais, Lingard est rentré quelque peu dans le rang dernièrement. Durant l'exercice 2019/2020, il n'a signé aucun geste décisif en 20 matches de championnat (dont 9 comme titulaire). La dernière fois qu'il a eu une implication dans un but mancunien c'était le 26 décembre 2018 !

DE BRUYNE FLOU SUR SON AVENIR

Suspendu de toutes compétitions européennes pour les deux prochaines saisons, Manchester City a fait appel auprès du TAS pour annuler la décision de l'UEFA.

De son côté, le milieu offensif Kevin De Bruyne (28 ans, 35 matches et 9 buts toutes compétitions cette saison) a jeté un froid sur son avenir en raison de cette question épineuse.

"Pour l'instant, j'attends, a indiqué le Belge pour Het Laatste Nieuws. Le club nous a dit qu'il a fait appel et qu'il était presque sûr à 100% d'être dans son bon droit. C'est pourquoi j'attends de voir ce qui va se passer. Je fais confiance à mon club. Une fois la décision finale annoncée, je passerai tout en revue. Deux ans sans football européen, ce serait long. Si c'est un an, je verrai peut-être."

Sous contrat jusqu'en juin 2023, De Bruyne est évalué à plus de 120 millions d'euros.



SANCHO EST ATTENDU À LIVERPOOL

Trent Alexander-Arnold est devenu une référence à son poste de latéral droit grâce à ses performances avec Liverpool, et a profité d'un live sur Instagram pour faire un appel du pied à Jadon Sancho. La pépite du Borussia Dortmund serait dans les petits papiers du PSG entre autres.

Mais Liverpool pourrait s'ajouter à cette pléiade de clubs intéressés. Les Reds recherchaient à renforcer leur secteur offensif et penseraient d'ailleurs à Timo Werner. Latéral droit de Liverpool et disposant du statut d'international anglais, Trent Alexander-Arnold a incité Jadon Sancho à choisir le club de la Mersey. « S'il venait nous rejoindre, il rendrait notre équipe meilleure. Alors, je serais plus que heureux de témoigner de son arrivée parce que j'ai joué avec lui avec l'Angleterre et c'est un talent très très spécial », a assuré Alexander-Arnold lors d'un live Instagram.

MARI CONFIRME SON ENVIE DE RESTER

Prêté par Flamengo à Arsenal, Pablo Mari a convaincu Mikel Arteta. Le défenseur espagnol espère désormais pouvoir rester chez les Gunners et le fait savoir.

Dans un entretien exclusif donné au Guardian, Pablo Mari fait part de son envie de rester à Arsenal où il est actuellement prêté par Flamengo : « L'Angleterre est bonne pour moi : il y a mille choses à améliorer, mais je suis en forme. Je suis heureux et j'aimerais vraiment qu'Arsenal utilise l'option d'achat. Avec la situation du coronavirus, je ne sais pas ce qui se passe, c'est difficile, mais j'espère pouvoir être conservé ici » a-t-il déclaré.

Pablo Mari ajoute qu'après avoir pas mal voyagé ces derniers temps, il souhaite se fixer dans un club et si possible à Arsenal : « Mon moment est arrivé. La chance de signer pour quatre ans, une opportunité que je pense avoir gagnée. C'est l'heure. J'aime l'idée de ne plus tourner en rond. Si je le dois, je continuerai jusqu'à la fin de ma carrière, mais je pense que j'ai trouvé un club pour s'entraîner. Un club traditionnel qui soutient son peuple, des gens qui y croient et qui donnent tout. J'aimerais en faire partie, être un grand footballeur pour de nombreuses années pour Arsenal » conclut-il.



HIGUAIN DE RETOUR À MADRID ?

Sur le départ du côté de la Juventus, Gonzalo Higuain pourrait rejoindre l'Atlético de Madrid l'été prochain. Diego Simeone souhaiterait effectivement voir Pipita dans ses rangs pour remplacer Diego Costa.

Auteur de 8 buts et 8 passes décisives cette saison avec la Juventus, Gonzalo Higuain réalise une saison intéressante après son prêt raté à Chelsea. Toutefois, l'attaquant argentin, qui verra son contrat prendre fin en juin 2021 avec la Vieille Dame, ne serait pas dans les plans de Maurizio Sarri. Compte tenu de sa situation contractuelle, Pipita

pourrait quitter le club italien l'été prochain. Un cadavre espagnol serait sur le coup ! Selon les informations de Calciomercato.it, Higuain serait sur les tablettes de l'Atlético de Madrid. Diego Simeone verrait l'attaquant argentin comme le remplaçant parfait à Diego Costa, aussi sur le départ. Un transfert qui pourrait beaucoup faire parler car l'actuel buteur de la Juventus a porté les couleurs du Real Madrid entre 2007 et 2013.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Édité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ALGÉRIE-TUNISIE

Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de son homologue tunisien

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu samedi soir un appel téléphonique de son frère, le Président de la République Tunisienne, Kaïes Saïd, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. Les deux présidents ont échangé durant cette conversation les informations sur le développement de la situation sanitaire dans les deux pays frères, et de la possibilité d'établir une coopération scientifique commune entre les spécialistes pour lutter contre la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), a ajouté la même source. Les deux parties ont également passé en revue les relations privilégiées entre l'Algérie et la Tunisie, a conclu le communiqué.

PRÉSIDENTE

Le président Tebboune préside hier une réunion du Conseil des ministres

Le Conseil des ministres tient dimanche sa réunion périodique sous la présidence de M. Abdelmadjid Tebboune, Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale. L'ordre du jour de cette réunion prévoit essentiellement l'examen et l'adoption de l'avant-projet de loi de finances complémentaire pour l'exercice 2020, et des exposés relatifs à la réorganisation de l'année scolaire en cours, du système numérique d'encadrement et de suivi de l'approvisionnement du marché en produits de base, outre la relance du dispositif d'appui à l'emploi de jeunes.

ARMÉE

Le Général-major Chanegriha en visite de travail à partir de lundi en 3^e Région militaire

Le Général-major Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée Nationale Populaire (ANP) par intérim effectuée, à partir du lundi 04 mai 2020, une visite de travail et d'inspection en 3^e Région militaire (Béchar), indique dimanche dans un communiqué le ministère de la Défense nationale (MDN). "La visite constituera une opportunité pour le Général-Major pour superviser l'exécution d'un exercice tactique avec tirs réels, inspecter des secteurs opérationnels et quelques unités, et présider des réunions d'orientation avec les cadres et les personnels de la Région", précise la même source.

MUSIQUE

Décès du chanteur Idir

Idir, icône de la chanson algérienne d'expression kabyle est décédé dans la nuit du samedi à dimanche dans un hôpital parisien, à l'âge de 71 ans des suites d'une longue maladie, annoncent ses proches sur sa page officielle sur Facebook.

Né en 1949 à Tizi-Ouzou, Idir, Hamid Cheriet de son vrai nom, s'est produit sur de nombreuses scènes internationales. Idir s'est associé dans son dernier album "Ici et ailleurs", sorti en 2017, à des chanteurs français de renom comme Charles Aznavour, Francis Cabrel ou encore Bernard Lavilliers. L'interprète de l'éternelle "Avava inouwa", tube planétaire interprété en 20 langues étrangères, a renoué en 2018 avec son public lors d'un concert à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf à l'occasion de Yennayer, nouvel an amazigh célébré le 12 janvier, après une absence de près de 40 ans.



Le Président de la République présente ses condoléances à la famille de l'artiste

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a adressé dimanche un message de condoléances à la famille de l'artiste Idir, décédé samedi soir, le qualifiant "d'icône de l'art algérien, à la renommée internationale".

"J'ai appris avec beaucoup de regret et de tristesse la nouvelle de la disparition de feu Hamid Cheriet, connu sous le nom artistique d'Idir, l'icône de l'art algérien, à la renommée internationale, a écrit le chef de l'Etat sur son compte Twitter."

L'Algérie perd en lui une pyramide de l'art algérien, a souligné le président Tebboune, priant Dieu Le Tout-Puissant de prêter patience et réconfort à la famille du défunt, de l'entourer de Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Pa-

radis aux cotés de ceux qu'Il a comblés de Ses bienfaits et entourés de Sa grâce éternelle". Idir est décédé dans la nuit du samedi à dimanche dans un hôpital parisien, à l'âge de 71 ans des suites d'une longue maladie.

IDIR

Une longue carrière au service du patrimoine musical

L'icône de la chanson algérienne d'expression kabyle, Idir, est décédé dans la nuit du samedi à dimanche dans un hôpital parisien à l'âge de 71 ans, après une longue carrière au service du patrimoine musical algérien. Né en 1949 à Tizi-Ouzou, Idir, Hamid Cheriet de son vrai nom, s'est produit sur de nombreuses scènes internationales. Il s'est associé dans son dernier album "Ici et ailleurs", sorti en 2017, à des chanteurs français de renom comme Charles Aznavour, Francis Cabrel ou encore Bernard Lavilliers. L'interprète de l'éternelle "Avava inouwa", tube planétaire interprété en 20 langues étrangères, a renoué en 2018 avec son public lors d'un concert à la Coupole du complexe olym-

pique Mohamed-Boudiaf à l'occasion de Yennayer, nouvel an amazigh célébré le 12 janvier, après une absence de près de 40 ans. Comptant à son actif une dizaine d'albums, Idir a été très vite propulsé sous les projecteurs de la célébrité dans les années 1970 avec "A Vava Inouwa", un tube planétaire, diffusé dans pas moins de 77 pays et traduit dans une vingtaine de langues. Quoique réservé, l'artiste, aimait partager avec d'autres chanteurs son espace d'expression. "Zwits Rwitz" avec Khaled, devenue "El harba win" dans une reprise par le roi du rai, "Azawaj", un autre de ses succès chanté avec Cheb Mami et "Lefhama", ou "Tighri bwedud" (l'appel du peuple). Cette chanson engagée -sans doute

celle qui traduit le mieux l'espérance citoyenne de l'artiste- Idir l'exécutera dans un beau trio avec Amazigh Kateb et l'étoile montante de la chanson kabyle, Rezki Ouali. En près de 50 ans de carrière, Idir aura réussi le pari d'un parcours artistique régulier, au service du patrimoine culturel algérien, faisant vivre une fois de plus sa langue maternelle dans son dernier opus "Ici et Ailleurs", réalisé avec de grands noms de la chanson française. En 2018 le chanteur a retrouvé son public après une absence de près de 40 ans à la faveur de deux grands concerts animés à Alger avec une trentaine de musiciens sur scène et devant un public de plus de 5000 spectateurs à chacune des représentations.

Le ministère de la Culture présente ses condoléances

Le ministère de la Culture a présenté ses condoléances suite au décès de l'artiste Idir, soulignant que sa disparition laisse un grand vide dans le monde de l'art algérien, indique un communiqué du ministère publié sur sa page Facebook.

"Nous avons appris, avec une immense tristesse et douleur, la nouvelle de la disparition du

grand artiste algérien Idir, de son vrai nom Hamid Cheriet. La disparition d'un artiste de la trempe d'Idir laisse un grand vide dans le monde de l'art algérien", a précisé le communiqué.

"Le défunt a su faire connaître son nom et la culture algérienne authentique, à travers son art, des décennies durant, et diffuser son propre style artistique et culturel

local à travers le monde", ajoute-t-on de même source.

"L'Algérie, avec la perte d'Idir, tourne une page prestigieuse de l'art engagé. Les Algériens, toutes générations confondues, continueront à écouter sa voix et à fredonner les chansons d'Idir qui restera dans les mémoires parmi les créateurs militants...", indique le communiqué. Le Prési-

dent de la République, Abdelmadjid Tebboune avait présenté ses condoléances, suite à la disparition du chanteur Idir, rendant hommage à sa place artistique en Algérie et à sa musique universelle. Idir est décédé samedi soir dans un hôpital parisien à l'âge de 71 ans, laissant derrière lui un riche répertoire artistique.

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Un terroriste se rend aux autorités militaires à Tamanrasset

Un terroriste en possession d'un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et ayant rallié les groupes terroristes en 2016, s'est rendu vendredi aux autorités militaires de Tamanrasset, indique samedi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts des Forces de l'Armée nationale populaire, le terroriste dénommé M. Taher s'est rendu, le 1 mai 2020, aux autorités militaires de Tamanrasset en 6^{ème} Région militaire", précise la même

source, ajoutant que "ce terroriste, qui a rallié les groupes terroristes en 2016, était en possession d'un (1) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et d'un (1) chargeur de munitions".

Le MDN a tenu à signaler que "l'édit terroriste est le frère du terroriste M. Saya, abattu, le 18 novembre 2019, par un détachement de l'Armée nationale populaire dans la zone de Taoundate à Tin-Zaouatine, Secteur opérationnel de Bordj Badji Mokhtar/6^e RM".

"Dans le sillage des efforts continus visant à endiguer la

propagation du fléau du narcotraffic dans notre pays, des éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi, à Naâma en 2^{ème} Région militaire, une grande quantité de kif traité estimée à 862 kilogrammes, alors que d'autres éléments de la Gendarmerie nationale et des Gardes-frontières ont saisi à Tlemcen et Sidi Bel-Abbès/2^eRM, 126,5 kilogrammes de la même substance", note le communiqué.

Dans le même contexte, un détachement de l'ANP, en coordination avec les services de la Sécurité nationale, a arrêté à Batna

/5^e RM, "cinq (5) narcotrafiquants et saisi 31,5 kilogrammes de kif traité, une somme d'argent estimée à 29.973.000 DA et 5 téléphones portables, tandis que des tentatives de contrebande d'une quantité de carburants s'élevant à 11.812 litres, ont été déjouées à Souk-Ahras, El Taref et Tébessa /5^e RM", indique la même source.

D'autre part, "17 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Naâma/2^e RM", conclut le communiqué.